

**L'éditorial
d'Arlette
Laguiller**

p. 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**LUTTE
OUVRIÈRE**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2235 - 3 juin 2011 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

De l'Espagne à la Grèce

**Assez de payer
la crise des
capitalistes !**

p. 11 et 16



**Contre
l'inflation**
**Échelle mobile
des salaires et
des pensions** p.3

**Services
publics**

**Non à la
dégradation !** p.4

**11, 12 et 13 juin
à Presles (Val-d'Oise)**



**La Fête de
Lutte Ouvrière**



SOMMAIRE

Leur société

- p.4 ■ Fonction publique : salaires bloqués, effectifs diminués
- Éducation nationale : quand un poste supprimé est considéré comme une embauche
- Vidéo surveillance dans les écoles
- p.5 ■ Parti socialiste : un programme vide
- Guéant bête et méchant
- Le politicien Tron, c'est pas le pied !
- p.6 ■ EDF : des pratiques qui frisent l'arnaque
- Prix des carburants : les pompes à fric
- Société Générale : l'argent libyen
- Longuet : ministre de la Défense... des intérêts de Dassault
- Hécatombe au tribunal

Fête de Lutte Ouvrière

- p.7-8-9-10

Dans le monde

- p.11 ■ Le G8 de Deauville
- Le FMI et la BCE au chevet de la Grèce
- Grèce : les protestations s'amplifient
- Égypte : la contestation n'a pas dit son dernier mot
- p.12 ■ Italie : une défaite électorale de Berlusconi
- Serbie : l'arrestation de Ratko Mladic
- p.13 ■ Allemagne : fin du nucléaire ?
- p.16 ■ Espagne : le mouvement du 15 mai à un tournant

Dans les entreprises

- p.13 ■ Les cheminots se battent
- p.14 ■ Rennes et Saint-Brieuc : la lutte du tri postal
- CIE Automotive-Compiègne : grève pour les salaires
- Legay-Emballages-Loiret : grève pour se faire respecter
- CHU de Rouen : la direction a reculé
- p.15 ■ Technocentre Renault-Guyancourt : la faute inexcusable
- Aide à domicile dans l'Aube
- Saint-Alban Haute-Garonne : de l'amiante à ciel ouvert

Licenciée pour avoir accroché Morano

Le site Rue 89 a révélé qu'à la suite d'un échange verbal avec Nadine Morano, la ministre de l'Apprentissage, une vendeuse d'un grand magasin de Nancy a été licenciée pour faute grave le 27 avril. La ministre avait exigé des excuses, que la vendeuse avait faites en présence de la directrice adjointe du magasin, et l'affaire aurait donc pu en rester là. Mais la vendeuse affirme que, malgré cela, la ministre a demandé « des suites à ce dossier », précisant : « Si j'avais été votre employeur, vous auriez été licenciée sur-le-champ »...

Aujourd'hui, Nadine Morano affirme que ce licenciement relève « de la seule appréciation et de la seule responsabilité

de l'employeur, la société Kookaï, avec qui elle n'a eu aucun contact ». Alors, même si c'est effectivement le patron qui a pris prétexte de cette altercation pour se débarrasser d'une employée, toujours est-il que la vendeuse est à la rue et licenciée pour faute grave.

Pour Nadine Morano l'affaire est close et le licenciement de la vendeuse ne la gêne pas plus que cela. Et cela ne la gênerait pas davantage de déclarer quelques jours plus tard, le 5 mai, à la radio : « Quand vous êtes victimes du chômage, vous croyez que ce n'est pas une source d'angoisse ? »

Cédric DUVAL

• Transports publics d'Ile-de-France

Juillet, le mois du racket !

Le STIF (Syndicat des transports d'Ile-de-France), dépendant du Conseil régional à majorité de gauche, prévoit d'augmenter les tarifs des transports publics SNCF et RATP le 1er juillet, de 2,7 % en moyenne suivant les zones.

De nombreuses villes de province prennent exemple sur l'Ile-de-France et augmentent aussi leurs tarifs

durant les mois d'été.

Depuis des années, tous les 1er juillet, le Conseil régional augmente les tarifs, à chaque fois de 2 à 4 %. En 2010 l'augmentation a été de 3,9 % en moyenne, soit pour 2010-2011 une hausse de 7 à 10 % pour les 85 % d'usagers des zones de 1 à 4 !

Cette année le STIF prévoirait de ne pas augmenter le

Nathalie ARTHAUD dans les médias

■ France Info, jeudi 2 juin à 8 h 15 invitée de Raphaëlle Duchemin

■ LCI, vendredi 3 juin à 8 h 15, invitée de Christophe Barbier (rediffusion à 9 h 15)

■ RFI juin à 8 h 20, invitée de Frédéric Rivière

■ France 2, vendredi 10 juin à 8 h 50, invitée de Roland Sicard aux 4 vérités

■ FR3 IDF, samedi 11 juin, une des invitées de La Voix est Libre, dans la seconde partie de l'émission qui commence à 11 h 30.



Attention : les horaires des émissions peuvent être modifiés indépendamment de notre volonté

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte Ouvrière

en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 233 75865 PARIS CEDEX 18

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

Louis BASTILLE

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Lutte Ouvrière
l'hebdomadaire

www.lutte-ouvriere-journal.org

Lutte Ouvrière
multimédia
(télé, radio, CLT)

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Lutte Ouvrière
audio

(version parlée de nos textes)
www.lutte-ouvriere-audio.org

La lettre d'information
hebdomadaire par e-mail

Abonnez-vous gratuitement

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière	Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €
USA, Canada	35 €	70 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

L'éditorial

d'Arlette Laguiller

Éditorial des bulletins d'entreprise
du 30 mai



Pour se protéger contre les hausses de prix

Échelle mobile des salaires et des pensions

« On va demander des explications aux industriels du secteur pétrolier », vient de déclarer Christine Lagarde, la ministre de l'Économie. Elle a été questionnée sur le fait que les trusts pétroliers ne répercutent pas à la pompe la baisse de prix du pétrole sur le marché mondial. « Si nous ne recevons pas des explications (...), nous prendrons des mesures ». Les trusts du pétrole doivent

trembler devant d'aussi fortes menaces !

La ministre de l'Économie sait que les prix de l'essence et du gazole sont d'autant plus insupportables que les grands trusts du pétrole roulent sur l'or et que Total est le champion toutes catégories du profit en France.

Le décalage entre la baisse du prix mondial du pétrole et la baisse dérisoire à la pompe est flagrant. Mais ce n'est pas le haussement de sourcil de la ministre qui impressionnera les trusts du pétrole et les empêchera de continuer à voler les usagers. Les prix élevés de l'essence et du gazole qui enrichissent les trusts arrangent bien aussi les affaires de l'État, puisque les taxes encaissées sont liées aux prix. Ils n'ont pas à s'affoler, là-haut, ni les pétroliers, ni les ministres. Et ce n'est pas leur problème si les salariés aux bas salaires, les chômeurs, les retraités sont obligés de se passer de voiture, quand ils le peuvent, et de limiter en tout cas leurs déplacements. C'est la même Lagarde qui a déjà eu la riche idée de leur conseiller le vélo...

L'impuissance de l'État face aux trusts du pétrole saute aux yeux. Mais il en est de même pour tous les prix, qui se mettent à augmenter de plus en plus fort. Toutes les familles ouvrières le ressentent dans leur budget. Augmentent l'électricité, le gaz, augmentent les loyers, augmentent les prix des produits indispensables.

Pour l'augmentation des prix dans les rayons des supermarchés, les capitalistes de l'industrie et ceux des chaînes commerciales se rejettent la responsabilité. Pour démêler le vrai du faux dans le tissu de mensonges de part et d'autre, il faudrait que la population, que les consommateurs puissent contrôler la façon dont ces prix sont établis. Il faudrait qu'avec l'aide des travailleurs des entreprises de production et de ceux des transports et de la grande distribution, la population puisse vérifier les marges des uns

et des autres, leurs bénéfiques. À défaut d'un tel contrôle, la formation des prix, c'est la jungle, la loi du plus fort.

Alors que les prix de la viande, des légumes ou des fruits augmentent sur les étals des supermarchés, à l'autre bout, éleveurs et agriculteurs se plaignent de la stagnation, voire de la régression des prix à la production. Résultat du fonctionnement ordinaire des mécanismes de l'économie capitaliste: d'un côté, les hausses de prix écrasent le pouvoir d'achat des salariés, de l'autre, est également écrasé le pouvoir d'achat des petits paysans et des petits producteurs. Des deux côtés, ceux qui vivent de leur travail trinquent.

Les propriétaires et actionnaires des grandes chaînes commerciales ont, en revanche, de quoi se réjouir. Plusieurs d'entre eux se sont hissés parmi les plus grandes fortunes du pays.

On nous dit souvent que les prix se forment sur le marché mondial et qu'on n'y peut rien. L'exemple des pétroliers montre cependant que les mêmes grands trusts qui répercutent, et souvent au-delà, les hausses de prix mondiaux, savent ne pas répercuter les baisses. Les hausses de prix sont souvent provoquées et en tout cas amplifiées par des opérations financières. On achète des matières premières, non pour l'usage auquel elles servent, mais pour les vendre plus cher. Et lorsque ces matières premières sont aussi indispensables pour se nourrir que le blé ou le riz, ou pour se vêtir que le coton, les conséquences en sont catastrophiques pour des millions d'êtres humains. Tout ce qu'on peut en conclure, c'est que le fonctionnement de l'économie capitaliste est aussi débile qu'injuste et que l'intérêt de la société est d'y mettre fin.

En attendant, il faut que les salariés se défendent. Il est inacceptable que les salaires et les pensions restent bloqués alors que les prix augmentent. Pour empêcher la dégringolade du pouvoir d'achat, il faut imposer l'indexation des salaires et des pensions sur les hausses de prix: l'échelle mobile des salaires et des pensions.

Cet objectif doit rejoindre celui de l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire, seul moyen de se protéger contre le chômage. Il faudra des luttes puissantes pour imposer ces deux objectifs. Mais ne nous en laissons pas détourner, il y va de notre vie !

Arlette LAGUILLER

• Prétendue baisse du chômage

Hausse réelle de la précarité

Selon les chiffres communiqués par la Dares, organisme dépendant du ministère du Travail, le chômage aurait diminué en avril de 0,4% pour les chômeurs de catégorie A, c'est-à-dire ceux qui n'ont eu aucun travail dans le mois. 10 900 chômeurs de moins donc, contre... 2 669 000 qui attendent toujours un hypothétique emploi.

Conclure de ce chiffre partiel, comme le fait le gouvernement, que la tendance est à la baisse du chômage et que la reprise économique est amorcée, c'est vouloir faire

prendre des vessies pour des lanternes. D'abord, cette baisse ne concerne que les chômeurs de catégorie A. Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie B et C, c'est-à-dire ceux qui n'ont travaillé qu'à temps partiel, a lui augmenté sur un an de 5,7% pour la catégorie B, de 12,8% pour la catégorie C. Le chômage ne baisse pas, mais la précarité s'installe de plus en plus, au travers d'emplois à temps partiel ou de missions de quelques jours accompagnées de salaires insuffisants pour vivre.

En outre, ces données ne

concernent que les chômeurs inscrits à Pôle emploi. Or les radiations y sont de plus en plus fréquentes. Ainsi, près de 200 000 noms ont été sortis des listes en avril suite à un défaut d'actualisation – et il suffit parfois de quelques minutes de retard à un rendez-vous pour être dans ce cas. Le temps que leur régularisation soit effectuée, ces chômeurs ne figurent plus dans les statistiques, et ce tour de passe-passe est répété chaque mois. Il y a aussi ceux qui disparaissent de Pôle emploi suite à une radiation administrative: 48 000 auraient été

dans ce cas en avril, nombre en augmentation de 6,9% sur un mois, de 19,4% sur un an, etc.

Cela suffit cependant pour satisfaire Xavier Bertrand, le ministre du Travail: quand on a connu une longue période de chômage, mieux vaut commencer par un travail précaire ou à temps partiel, a-t-il dit en substance, comme si un chômeur n'était pas capable de supporter un travail à temps plein en CDI!

Le gouvernement ne lutte pas contre le chômage, comme il voudrait le faire croire. Il est

même actuellement le premier licencier, en ne remplaçant pas un fonctionnaire partant à la retraite sur deux. Les patrons créent infiniment moins d'emplois qu'ils n'en ont détruit depuis deux ans de crise. Et le partage du travail, tel qu'ils le conçoivent, c'est faire travailler les salariés à temps partiel, avec un salaire lui aussi partiel. Pour lutter effectivement contre le chômage, il faudra imposer le partage du travail entre tous, mais sans perte de salaire.

Marianne LAMIRAL

• Fonction publique

Salaires bloqués, effectifs diminués, services publics dégradés

Le 31 mai, une journée destinée à mettre en lumière le mécontentement des salariés de la fonction publique avait été décidée par huit syndicats.

Le sous-ministre Georges Tron, qui s'était chargé de durcir le ton sur les deux aspects qui provoquent le ras-le-bol, les salaires bloqués et les suppressions de postes, ayant été prié de laisser la place, c'est donc le ministre de tutelle, François Baroin, qui a assumé, sans

l'ombre d'un problème, la politique du gouvernement devant les représentants des confédérations et la presse, et qui a répondu par une fin de non-recevoir.

Les salariés des trois fonctions publiques ont vu cette année encore leurs salaires bloqués par le gel du point d'indice, qui sert de base au calcul de celui-ci. Après une augmentation purement symbolique de 0,5 % en juillet 2010, les salaires sont bloqués en 2011 et le seront en 2012, et vraisemblablement en 2013. Étant donné l'inflation

officielle, qui a atteint en avril dernier le rythme de 2,1 % sur un an, les salariés de l'État vont continuer à perdre du pouvoir d'achat; depuis 2000, il a déjà diminué de 10 %.

Avec ce véritable hold-up sur les salaires, les millions de travailleurs de l'État, territoriaux, agents hospitaliers, enseignants, etc., partagent le sort de l'ensemble des salariés, qui subissent la hausse des prix. En dehors des carburants (près de 18 % de hausse en un an sur le gazole), les hausses

frappent les loyers, l'électricité, l'alimentation...

À l'instar de l'ensemble du monde du travail, ils doivent aussi supporter les effets des suppressions d'effectifs, dans lesquels le gouvernement taille à cœur joie depuis des années. De 2008 à 2010, près de 84 000 emplois ont disparu dans la fonction publique et, d'après le projet de loi de finances, 31 600 devraient encore s'évanouir avant la fin de l'année. Et la politique des Sarkozy, Fillon, Baroin, Tron, supprimer

un emploi sur deux fonctionnaires partant à la retraite, continue, dans les trois fonctions publiques comme chez les « opérateurs de l'État », tels Météo France ou Pôle emploi...

L'arrêt de cette politique – destinée à compenser dans le budget public les cadeaux aux banques et au grand patronat – est urgent, car une grande partie de la population laborieuse la subit, comme salariés ou comme usagers des services publics dégradés. Et ça suffit!

Viviane LAFONT

• Éducation nationale

Quand un poste non supprimé est considéré comme une embauche

Incroyable: tout le monde pensait que l'Éducation nationale supprimait des milliers de postes dans tout le pays. Eh bien, c'est tout le contraire: le ministre lance une campagne de recrutement comme selon lui on n'en aurait jamais vu. La publicité faite pour cette campagne va coûter 1,3 million. Et dans une interview au *Journal du Dimanche* du 29 mai Luc Chatel, ministre de cette même Éducation nationale, a lancé fièrement: « J'embauche

17 000 personnes ».

Et de détailler son objectif: attirer les meilleurs talents, dans tous les métiers: enseignants, administratifs, personnels de santé. Les payes des jeunes profs ont été augmentées de 10 % en 2010. Et ce seront des embauches de fonctionnaires, à part quelques contractuels, « mais la plupart seront recrutés à vie ». À l'en croire, il y aurait de plus en plus de profs, de mieux en mieux

payés, les classes seraient moins nombreuses qu'il y quinze ou vingt ans, 100 % des absents devraient être remplacés, etc.

Tout cela n'est que de la com, comme on dit aujourd'hui. En fait, le plan de suppressions de postes et de fermetures de classes est entièrement confirmé; « il y a cette année 33 000 départs à la retraite. 16 000 ne seront pas remplacés. 17 000 donneront lieu à un recrutement ». Il suffisait de comprendre que: « j'embauche 17 000 personnes » signifie en fait: « je supprime 16 000 postes ». Mais dans ce jeu du verre à moitié vide, à moitié plein, c'est la jeunesse qu'on sacrifie et le chômage qu'on augmente.

Vincent GELAS

Laura
a trouvé le poste de ses rêves

C'est l'avenir qu'elle a toujours envisagé. Et l'avenir, pour elle, c'est de faire vivre et partager sa passion, transmettre des savoirs et des valeurs, se consacrer à la réussite de chacun de ses élèves. C'est pour cela qu'elle a décidé de devenir enseignante.

Publicité gouvernementale sur les embauches... pas sur les suppressions de postes.

L'ÉDUCATION NATIONALE RECRUTE 17 000 PERSONNES
Pourquoi pas vous? 17 000 postes d'enseignants, d'infirmier(e)s et de médecins scolaires sont à pourvoir en 2011.
RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS DU 31 MAI AU 12 JUILLET 2011
SUR WWW.LEDUCATIONRECRUTE.FR

ministère Éducation nationale jeunesse vie associative

• Vidéosurveillance

dans les écoles

Surveiller n'est pas instruire

La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) a demandé à cinq établissements scolaires d'adapter leur système de vidéosurveillance. Cette notification donne raison aux associations de parents et d'enseignants qui avaient signalé à la CNIL que les élèves de ces établissements étaient constamment sous le regard des caméras, dans la cour, les couloirs, le préau, le foyer des élèves, etc. La CNIL trouve qu'il s'agit là « d'une collecte excessive de données ».

Eric Ciotti, député et président du Conseil général des Alpes-Maritimes, département qui a installé 279 caméras dans 69 de ses 72 collèges, a aussitôt répliqué que ce n'était pas les caméras qui attentaient à la liberté, mais la délinquance... Air connu et maintes fois chanté par ce politicien, qui a fait sa (petite) réputation sur l'installation généralisée de caméras de surveillance et les déclarations enflammées sur la « lutte contre la délinquance ».

La « lutte contre la délinquance » n'est heureusement pas encore à l'ordre du jour dans les cours de récréation. En revanche l'encadrement des enfants et des adolescents, la présence d'adultes compétents, la

pression morale qu'ils exercent sont la meilleure prévention contre les incidents, fréquents, et les drames, pour l'instant rares, survenant dans les établissements scolaires. De plus, une école n'est pas une prison, c'est-à-dire un lieu où des caméras empêchent les usagers de « mal faire », mais un endroit où on est censé leur apprendre à « bien faire ».

L'éducation des jeunes est un objectif hors de portée d'un système vidéo, et plus encore d'un député UMP. Et de surcroît il est de plus en plus difficile à atteindre au fur et à mesure que le gouvernement supprime des postes dans l'Éducation nationale.

Paul GALOIS

Notre camarade Germaine BAUER

Notre camarade Germaine Bauer nous a quittés le 19 mai, après une longue maladie. Germaine, que nous appelions Méricée, était née en 1940. Elle fut dès sa prime jeunesse la voisine et l'amie d'Arlette Laguiller dans une HLM de la Cité Jardins aux Lilas, aujourd'hui en Seine-Saint-Denis. Elle adhéra au PSU, puis à Voix Ouvrière et ensuite à Lutte Ouvrière.

Sa prise de conscience commença durant la guerre d'Algérie, où elle manifesta sa solidarité avec le peuple algérien pour son indépendance. Entrée au Crédit Lyonnais en 1957, elle y milita politiquement et syndicalement. Après avoir vécu activement la grève générale de 1968, elle participa avec enthousiasme à la grève des banques de 1974 et

fit partie du Comité de grève du Crédit Lyonnais. Elle y fut déterminante pour entraîner dans la grève les employés des services installés à la Défense.

Germaine était une militante communiste, trotskyste, son attachement à ses idées était inébranlable. Toute sa vie, elle a défendu les idées révolutionnaires, avec l'espoir de renverser un jour la société capitaliste et de construire une société plus humaine.

Ses idées, elle les a aussi défendues en étant plusieurs fois candidate de Lutte Ouvrière aux élections municipales, régionales et législatives.

Germaine aimait la musique et particulièrement le jazz. Elle aimait les livres, le théâtre, le cinéma, la peinture, la bonne bouffe entre copains et les voyages.



Depuis deux ans et demi elle luttait contre le cancer qui a fini par l'emporter. Pendant ses derniers mois, qui furent difficiles, elle a été très entourée par ses proches. Le jour de ses obsèques, mardi 26 mai, nous avons été nombreux à saluer l'amie, la camarade de travail, la militante révolutionnaire.

• Parti socialiste

Un programme vide et qui, de toute façon, n'engage personne

Le 28 mai, quelque 1 500 délégués du Parti socialiste ont adopté à la quasi-unanimité à main levée son « projet », après consultation des adhérents.

Dans les 51 pages de ce projet détaillé du PS intitulé *Le changement*, il n'est pas facile de déceler des mesures qui seraient un tant soit peu favorables au monde du travail. Il est question de créer 300 000 « emplois d'avenir » dans les secteurs « d'innovation sociale et environnementale ». Mais ces 300 000 « sur cinq ans, dont la moitié en 2012 », sont dérisoires au regard du nombre des jeunes chômeurs. Le gouvernement actuel se montre bien plus « ambitieux » quand il s'agit de supprimer des emplois dans les services publics, sans relâche d'année en année !

Dans le projet du PS, il n'est d'ailleurs nullement question

de renoncer à l'avenir à de telles suppressions d'emplois liées aux économies budgétaires. Les patrons n'auront pas à se gêner pour vider les caisses de l'État, puisque le projet du PS garantit le maintien des exonérations de cotisations dont ils bénéficient actuellement, dès lors que leur entreprise n'utilisera pas un quota « trop élevé » d'emplois précaires, ce qui reste dans le flou.

De telles zones d'ombre figurent au fil des pages de ce projet et elles ne relèvent pas de maladroites : elles permettront au futur candidat de prendre plus facilement ses aises.

• Guéant

Bête et méchant

Le ministre de l'Intérieur poursuit son festival de propos dont la xénophobie rivalise avec la mauvaise foi. Il a ainsi déclaré le 22 mai que « les deux tiers des échecs scolaires, c'est l'échec d'enfants d'immigrés », ajoutant que « les deux tiers des enfants d'immigrés sortent de l'appareil scolaire sans diplôme ».

Outre que ces chiffres sont hautement fantaisistes, – un enfant d'immigrés sur dix sort du système scolaire sans diplôme, et non sept sur dix comme l'affirme Guéant – ils montrent l'ignorance, disons plutôt le peu de sérieux de ce ministre.

L'échec scolaire touche, et c'est vrai depuis Jules Ferry, surtout les milieux les plus défavorisés. L'école ne fait que reproduire les inégalités. Bien d'avantage que l'origine nationale ou les facteurs culturels, c'est souvent le statut social des parents qui détermine les difficultés ou les facultés scolaires des enfants. Le pourcentage de fils d'ouvriers, qu'ils soient français ou immigrés, qui font de longues études a tendance à baisser avec la crise. Ce qui est par contre avéré, c'est que la plupart des immigrés en France ont des emplois peu qualifiés. Selon les chiffres que relève le rapport du Haut conseil à l'intégration (HCI), chiffres que se garde bien de citer Claude Guéant, parmi les immigrés « plus des deux tiers

appartiennent à une famille ouvrière et employée contre moins d'un tiers pour les non-immigrés. Les parents sont moins souvent diplômés : plus de 58 % ont un père non diplômé et 62 % une mère non diplômée, contre 12 % et 14 % des non-immigrés. » Et cela n'a rien d'étonnant, ceux qui quittent leur pays le font souvent poussés par la pauvreté, voire la famine, et n'occupent que les emplois qu'on veut bien leur laisser.

En revanche, à niveau social égal, les enfants d'immigrés et en particulier les filles ont tendance à mieux réussir à l'école et à obtenir plus facilement leur bac. Le rapport donne une explication simple à ce phénomène : « Les ambitions scolaires des parents immigrés sont en effet plus fortes que celles des parents non-immigrés. »

On pourrait recommander à Guéant de retourner à l'école pour apprendre à lire les rapports qu'on lui soumet, mais cela ne servirait en fait à rien. Ce n'est pas à l'école qu'on apprend à manier la mauvaise foi.

Aline URBAIN

Ainsi, à propos du smic, il n'est pas question de reprendre la proposition qui figurait en 2007 dans le projet socialiste défendu par Ségolène Royal, qui proposait que ce salaire minimum (brut) soit fixé à 1 500 euros. Le programme actuel du PS n'avance plus aucun chiffre. Il y est seulement question d'une « revalorisation » qui devrait être « engagée après des années d'abandon par la droite ». Ainsi, le candidat socialiste n'aura même pas besoin de renier une promesse, comme l'avait fait Royal après la présidentielle de 2007.

• Le politicien Tron

C'est pas le pied !

Georges Tron, secrétaire d'État à la Fonction publique et député-maire de Draveil, une commune de l'Essonne, vient de démissionner du gouvernement après avoir été mis en cause par deux femmes, anciennes employées de la mairie, qui ont porté plainte pour harcèlement sexuel. Si les faits sont avérés, Tron risque une peine d'emprisonnement.

Trop nombreuses sont les femmes qui subissent des violences, y compris sexuelles, accompagnées d'un chantage à l'emploi, de la part de chefs, d'employeurs ou d'individus qui, investis d'une autorité, se croient tout permis. Mais peu de victimes osent porter plainte. C'est ce qu'explique entre autres l'Association européenne des violences faites aux femmes au travail (AVFT), qui accompagne depuis de nombreux mois l'une des deux plaignantes. La dénonciation de Georges Tron auprès de l'AVFT avait été faite en novembre 2010, c'est dire que cette affaire, rendue publique aujourd'hui après maintes vérifications des avocats de l'association, n'est en aucun cas un contre-feu à celle dans laquelle est impliqué Strauss-Kahn, comme le propagent pourtant Tron et son entourage.

Le fait est que, depuis l'annonce du dépôt des deux plaintes, l'équipe UMP du maire de Draveil tente

Chacune des tendances du PS a déjà proclamé que le projet n'engage pas le candidat. Même Martine Aubry, qui tient en principe les rênes du PS, le reconnaît à mi-mot. Après avoir affirmé qu'on « ne peut être candidat du PS si on ne soutient pas le projet », elle a ajouté que « chaque candidat peut mettre l'accent sur telle ou telle partie, aller plus loin sur certains sujets ».

Ainsi Moscovici, nouveau postulant à la primaire du PS, se verrait bien ajouter sa patte personnelle au projet. Quant à Hollande, il préfère

rendre hommage à un texte qu'il qualifie de « cadre cohérent, sérieux ». Mais c'est pour ajouter qu'il appartiendra au candidat de « compléter et éventuellement supprimer » certaines mesures. D'accord avec Ségolène Royal, qui voit dans le projet socialiste « un socle », « une base », « une boîte à outils ».

Alors, il ne faudrait pas que les électeurs attachent plus d'importance au projet « socialiste » que les candidats n'en attachent eux-mêmes.

Jean SANDAY



La mairie de Draveil où trône Tron.

d'étouffer toute critique publique qui viendrait du personnel municipal. Des tournées de service organisées par des adjoints se sont multipliées pour exiger le silence, au nom d'une prétendue « obligation de réserve » qui n'empêche pas les proches du maire de faire signer une pétition de soutien.

Menaces, intimidation, mépris envers la population laborieuse ne sont pas des nouveautés. Que ce soit comme maire de Draveil, comme député ou comme secrétaire d'État, Tron s'est illustré dans de nombreux domaines où il s'en est pris aux travailleurs et aux services publics. En 2003 il est un des artisans des attaques sur les retraites. Il est aussi le premier à lancer sur les bancs de l'Assemblée la formule du « non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux ». En 2005,

lors des émeutes dans les quartiers populaires, il menace de supprimer les allocations familiales aux familles dont l'un des enfants serait impliqué. Il se fait ainsi remarquer comme étant un « maire de combat », qui n'hésite pas à s'en prendre aux plus pauvres.

Toujours à Draveil, Tron a réduit les services en mairie, laissé l'hôpital Dupuytren perdre 240 lits et, alors même qu'il venait d'être nommé au gouvernement, il radiait une employée de mairie en arrêt maladie. Depuis plus d'un an, dans l'attente d'une décision du tribunal administratif qu'elle a saisi, elle doit se débrouiller sans aucun revenu ni aucune indemnité.

Bref, Tron est en tout point à l'image de la politique qu'il défend.

Correspondant LO

• EDF

Des pratiques qui frisent l'arnaque

Un rapport du médiateur de l'énergie épingle une nouvelle fois les pratiques d'EDF. Jusqu'ici, les trop-perçus inférieurs à 15 euros n'étaient pas systématiquement remboursés aux consommateurs, après résiliation de leur contrat. Des millions d'usagers seraient concernés.

Cette pratique, déjà dénoncée dans un précédent rapport, n'a pourtant pas changé, alors que le préjudice pour les abonnés est estimé entre 5 à 10 millions d'euros par an. Et cela dure depuis des dizaines d'années.

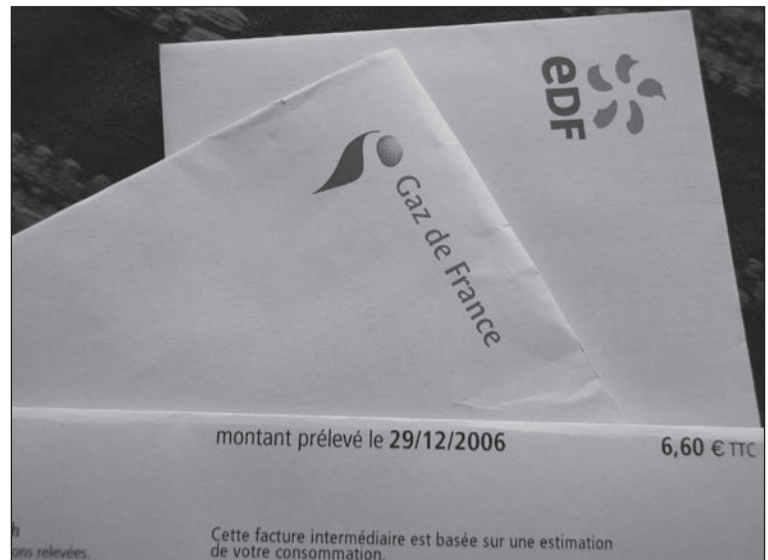
En fait, EDF s'appuie sur une règle que le fournisseur d'énergie a lui-même établie. Il est ainsi inscrit sur les factures de résiliation, en petits caractères, que les trop-perçus inférieurs à 15,24 euros ne sont pas automatiquement remboursés et que l'usager

doit en faire la demande par écrit. Évidemment, beaucoup des quatre millions d'abonnés qui chaque année résilient leur contrat ne lisent pas ces lignes et ne sont donc pas au courant. Mais, comme le dénonce l'enquête du médiateur, même quand ils suivent la procédure et écrivent, « EDF invoque toutes sortes de raisons pour ne pas rembourser ».

Si ce n'est pas une escroquerie, cela y ressemble beaucoup. D'autant que cette pratique s'ajoute aux

nombreuses autres petites ou grandes erreurs de facturation. L'an dernier, EDF a d'ailleurs connu un record de réclamations et de plaintes : 17 500 personnes ont fait appel au médiateur à ce propos. Mais ces chiffres ne reflètent qu'une partie de la réalité, car bon nombre d'abonnés se contentent de payer sans éplucher attentivement leurs factures.

Un autre scandale provient du recours à la facturation sur la base de la consommation estimée, qui permet à EDF, comme aux autres fournisseurs d'énergie, de faire payer les abonnés par avance, et souvent bien au-delà de leur consommation réelle. Même si des régularisations



ont lieu après coup, les fournisseurs d'énergie utilisent cette possibilité pour obtenir une importante avance de trésorerie au détriment des consommateurs, sans avoir à payer d'intérêts.

En revanche, gare aux étourdis et à ceux qui ont des difficultés pour payer. Là, la coupure intervient sans attente!

Roger MEYNIER

• Prix des carburants

Les pompes à fric des compagnies pétrolières

C'est un scoop signé Lagarde: un rapport de la répression des fraudes note que les compagnies pétrolières n'ont pas répercuté la baisse des cours du pétrole sur les prix à la pompe. Les automobilistes, eux, n'ont pas attendu que la ministre commande ce genre d'enquête pour constater qu'à chaque fois qu'il s'agit de répercuter une hausse, les pétroliers s'activent, alors que lorsqu'il s'agit d'une baisse, ils transmettent le message à dos de tortue.

Restent les chiffres. Entre le 2 et le 15 mai, le cours du baril a baissé de 8,5%. Cela aurait

dû se traduire par une diminution de 6 centimes sur le litre de gazole, or il n'a baissé que de 3,2 centimes en moyenne dans les stations-service. Même chose pour le sans-plomb 95 : les tarifs à la pompe auraient dû baisser de 4 centimes, or ils n'ont reculé que de 0,2 centime.

Nul doute que les bénéfices de Total, qui ont bondi de 32% l'an dernier, feront encore mieux cette année. Quant aux automobilistes, ce n'est pas sur Lagarde qu'ils doivent compter pour échapper à ce racket permanent.

R. M.

• Société Générale

L'argent libyen, pas plus malodorant qu'un autre

La Société Générale détenait pour 1,2 milliard d'euros de fonds libyens, constitués de produits financiers complexes et hautement diversifiés. Une ONG britannique, Global Witness, a publié le résultat de ses recherches sur l'organisme qui gère les fonds libyens, la Libyan Investment Authority (LIA), et a épinglé la banque française pour n'avoir pas révélé ce fait.

La Société Générale se défend, assurant qu'elle respecte « toutes les réglementations et les lois en vigueur ». Une banque n'est pas tenue de faire étalage en public de ses activités et de ses

produits, comme un fleuriste ou un fromager. Il existe un secret bancaire, d'ailleurs invoqué formellement par BNP Paribas, qui détient aussi quelques millions d'autres fonds libyens. Ces fonds et les fortunes des dirigeants du pays doivent être déclarés au Trésor, pas au public. Nuance!

D'ailleurs les 53 milliards de dollars détenus par la Libyan Investment Authority se retrouvent un peu partout dans le monde de la finance, sous forme de dépôts, d'actions, d'espèces, de bons du Trésor américains, d'investissements dans des fonds ou des entreprises

diverses. Rien qu'en France, la LIA participe au capital de Lagardère, France Télécom, Vivendi, GDF Suez, EDF, Lafarge, Danone, Sanofi Aventis, bref d'une bonne part du CAC 40.

Dénoncer le manque de transparence de la finance mondiale, cela part d'un bon sentiment. Mais laisser entendre que la finance capitaliste pourrait être transparente, c'est une escroquerie. On n'y verra clair que lorsque les travailleurs auront exproprié tous les organismes financiers.

Vincent GELAS

• Longuet

Ministre de la Défense... des intérêts de Dassault

Pourquoi un ministre de la Défense français peut-il se rendre en Inde? Pour régler des tensions franco-indiennes? Non: pour vendre des avions de guerre, Rafale bien évidemment. Le gouvernement indien veut en effet acheter 126 avions de combat et les 8 milliards d'euros du contrat potentiel font saliver le constructeur Dassault, qui n'arrive pas à vendre ses avions à des pays étrangers malgré la débauche d'efforts du gouvernement français depuis des années.

Alors le ministre Longuet a été mouiller la chemise en Inde et a sorti son argument massue: « On peut s'appuyer sur les retours

d'expérience en Libye. » Il faut croire que la participation française à l'intervention en Libye a aussi pour objet de servir de salon de l'aéronautique géant pour les avions de guerre de Dassault. Les insurgés libyens devraient apprécier.

Mais il y un problème de taille pour Longuet: le gouvernement indien, qui n'a pas encore fait son choix, a demandé à la France de commencer par cesser de fournir des armes au Pakistan, son voisin et ennemi. Où va-t-on si maintenant les clients posent leurs conditions?

Stéphane FORT

"Hécatombe" au tribunal

Vendredi 27 mai, le tribunal correctionnel de Cherbourg a condamné un Rennais à 40 heures de travail d'intérêt général et 100 euros d'amende à payer à deux policiers plaignants. Il avait, dans la nuit du 24 juillet 2009, chanté Hécatombe, chanson de Georges Brassens narrant une fameuse échauffourée, sur le marché de Brive-la-Gaillarde, entre des marchandes d'oignons et des gendarmes.

Quoi de mal à ça, d'autant plus qu'il chantait chez lui? Mais voilà, sa fenêtre était ouverte et trois policiers passaient à ce moment dans la rue. « Interpréter cette

chanson devant un miroir, pourquoi pas... Devant des policiers, c'est un outrage », a jugé le procureur! On ne sait si les policiers, au lieu de circuler, sont restés à écouter tous les couplets et, dans ce cas, lequel les a outragés. Est-ce le vers: « Frénétique l'une d'elles attache le vieux maréchal des logis et lui fait crier: Mort aux vaches, mort aux lois, vive l'anarchie »? Ou bien est-ce le couplet de conclusion: « En retournant à leurs oignons, ces furies, à peine si j'ose le dire tellement c'est bas, leur auraient même coupé les choses, par bonheur ils n'en avaient pas »? Pourtant, il s'agit sans doute de vers ironiques à

l'égard de la maréchaussée, mais ne visant personne, en tout cas à Cherbourg.

Moralité: quand on chante du Brassens ou que l'on écoute ses CD, mieux vaut se méfier des rôdeurs à képi. Quant au Rennais condamné et amateur de Brassens, s'il chante ou écoute la chanson Le gorille, et en particulier les derniers vers, qu'il vérifie bien qu'aucun juge ne passe dans sa rue.⁽¹⁾

Louis BASTILLE

⁽¹⁾ « Car le juge au moment suprême criait "Maman", pleurait beaucoup, comme l'homme auquel le jour même il avait fait trancher le cou. »

Samedi 11, dimanche 12 et lundi 13 juin à Presles (Val-d'Oise)

La Fête de Lutte Ouvrière



Dimanche et lundi à 15 heures
Allocution
de **Nathalie Arthaud**
sur le Grand Podium



Au Grand Podium

Samedi 11 juin

- 14 h 00 : **LA CANAILLE**, « Par temps de rage » hip-hop rock
- 16 h 45 : **MEMO**, chanson engageante
- 20 h 30 : **KARPATT**, chanson festive



Dimanche 12 juin

- 14 h 10 : **CHLOÉ LACAN**, chanson française
- 15 h 45 : **VOLO**, nouvelle chanson française
- 18 h 15 : **MILTEAU SOUL CONVERSATION**, sextet blues soul music
Jean-Jacques MILTEAU - Michael ROBINSON - Ron SMYTH - Manu GALVIN - Gilles MICHEL - Éric LAFONT
- 21 h 00 : **DOBET GNAHORÉ**, musique africaine métissée



Lundi 13 juin

- 13 h 30 : **LA COMPAGNIE JOLIE MÔME** : PAROLES DE MUTINS, nouveau spectacle de chansons
- 16 h 30 : **LA FANFARE EN PÉTARD**, hip-hop, ragga, jazz, dub, électro

Au Théâtre de Verdure

- 14 h 30 : **GROUPE PERVIN**, Chansons populaires turques et kurdes
- 16 h 30 : **THE VERY HOT BROTHERS**, Rhythm'n'blues Soul music
- 18 h 30 : **LE QUARTET « LOVE CRY » SE SOUVIENT D'ALBERT AYLER**, Jazz avec Jef SICARD (saxophones), François RICARD (batterie), Étienne LEMAUF (contrebasse) et Rasul SIDDIK (trompette)
- 21 h 30 : **LES NOKTAMBULES**, Rock

- 13 h 00 : **LA RABIA**, Chant de lutte, rock de classe
- 16 h 00 : « **En sortant de l'école...** » Conférence gesticulée sur le métier de professeur des écoles par la comédienne **PAULINE CHRISTOPHE**
- 18 h 00 : **LA FANFARE EN PÉTARD**, Ragga - Hip-Hop - Jazz - Dub - Électro
- 20 h 00 : **LA MORDUE**, Chansons de femmes
- 21 h 45 : **MOONLIGHT SWAMPERS**, reprises country et rock

- 12 h 00 : **LES BAS DE JEANNE**, World musette
- 14 h 00 : **LISE DELLAC**, Chanteuse folk - reprises des années 60
- 16 h 30 : **GUZZLE BAND**, Groove Swing Jazz
- 18 h 30 : **BLUES NON STOP**, Blues



Au Village médiéval

Au village médiéval, entre autres échoppes d'artisans, des maîtres verriers initient au délicat travail du verre, montrant comment de quelques grains de sable peuvent naître de splendides vitraux. Les jeunes apprentis pourront repartir récompensés d'un diplôme de peintre verrier.

Mais le village médiéval, ce sera aussi des démonstrations d'escrime, la mise en armure d'un chevalier, des danses d'époque, *La Naissance du vilain* de Dario Fo, racontée par BABETH, le jugement dernier d'un croisé tué en 1099 lors de la première croisade et enfin, le soir en nocturne, le spectacle des voleurs de feu...

La Fête de Lutte Ouvrière est bien sûr un important rassemblement politique pour tous ceux qui sont proches de nos idées et des idées révolutionnaires en général.

La Fête, c'est aussi une fraternité et une camaraderie qui font que les dizaines de milliers de femmes et d'hommes, de tout âge et de toute origine, sont heureux de s'y retrouver. Souvent sans se connaître, ils peuvent se parler, échanger des idées ou raconter leurs expériences.

En même temps qu'un bon moment à passer ensemble, la Fête est aussi une occasion de mieux s'informer sur la situation des travailleurs ici et dans le reste du monde,

de réfléchir à quoi faire pour changer cette société. Tous ceux qui veulent mieux connaître Lutte Ouvrière, ses activités, ses propositions, ses analyses, ses interventions, son programme auront l'occasion d'en discuter. Et tous les participants pourront s'amuser, se restaurer, assister à des spectacles variés et s'instruire.

On trouvera dans ces pages un aperçu de ce que l'on pourra voir et faire à la fête. Et plus encore le jour venu, car le programme, d'ici là, sera encore complété pour les débats, la participation des artistes ou les multiples animations. Alors, si ce n'est pas encore fait, réservez votre week-end des 11, 12 et 13 juin!

Commandez vos cartes!

Les cartes d'entrée, valables pour les trois jours de la Fête, sont disponibles au tarif réduit de 12 euros. Sur place, pendant la Fête, elles coûteront 15 euros. Par ailleurs, les bons d'achat d'une valeur de cinq euros, mais vendus quatre euros à l'avance, sont également disponibles.

Vous pouvez vous procurer cartes et bons d'achat

— soit auprès de nos camarades — soit en écrivant à Lutte Ouvrière — BP 233 75865 Paris Cedex 18

Indiquer, dans votre courrier, le nombre de cartes et de bons d'achat demandés, et joindre un chèque du montant voulu à l'ordre de Lutte Ouvrière. Ne pas oublier d'indiquer l'adresse d'expédition. Envoi franco.



Pour venir à la Fête

Depuis la région parisienne, le plus facile est de prendre les cars gratuits qui partent du métro Saint-Denis-Université, terminus de la ligne 13. La commune de Presles est petite, et le stationnement des voitures y est très difficile.

La Fête est également accessible par le train, depuis la gare du Nord, direction Persan-Beaumont par Montsoult-Maffliers. Descendre à la gare de Presles.

En voiture, la circulation est très difficile sur la N1. On peut rejoindre la fête en prenant l'A86 Nord, puis l'A15 et l'A115, enfin la voie rapide N184, direction Beauvais. Sortir à Presles.

Depuis la province, des départs collectifs, en car ou en train, sont organisés à partir de nombreuses villes de toutes les régions. Se renseigner auprès de nos camarades locaux.

Samedi 11 juin

- Dunkerque 7h, parking Stage Tribut
- Lille 7h 30, M° Porte-d'Arras
- La Rochelle 5 h 30 (réservation: 06 79 70 82 03)
- Niort 6 h 30 (réservation: 06 61 81 36 28)
- Poitiers 7 h 15 (réservation: 06 77 53 01 64)

- Châtelleraut 7 h 30 (réservation: 06 16 97 40 80)
 - Saint Brieuc (réservation: 02 96 94 70 43)
 - Cholet 6 h Place de la Salle des Fêtes
 - Angers 6 h 45, parking du Centre commercial Espace Anjou
 - Clermont-Ferrand 6 h 30, place de la Rodade
 - Limoges 5 h, haut du parking du Champ-de-Juillet
 - Châteauroux 6 h 30, parking de l'Escale
 - Bourges 6 h, parking de la Socetra (88, route d'Orléans à St Doulchard)
 - Vierzon 6 h 30, parking du stade Robert Barran
 - Orléans 7 h 30, péage Orléans Centre-La Chapelle St Mesmin (parking voitures Espace client)
 - Lyon 5 h 30, angle rue Laënnec et bd Ambroise Paré (8ème)
 - Dijon 7 h 30, place du 1er mai
 - Strasbourg 6 h quai Koenig (près de la place de la Bourse)
 - Metz 8 h, place du Roi George
 - Besançon 6 h 30, place Battant
- Dimanche 12 juin**
- Dunkerque 6 h 30, parking Stage Tribut
 - Lille 7 h, M° Porte d'Arras

Tous les stands de la Fête

Allée de la Diane

- 1 Les ballons de la Fête
- 2 Bowling
- 3 Mini-golf
- 4 Accueil Nord
- 5 La halle aux jeux de la Diane
- 6 Les mots fléchés (PTT Paris 17^{ème})
- 7 La mare aux canards
- 8 Serpent à lumière
- 9 Arbalètes
- 10 Sous les pavés, les pages (livres d'occasion)
- 11 Chorba - thé - gâteaux (PCA Aulnay-Saint Ouen)
- 12 Disques
- 13 Le manège enfantin
- 14 Marionnettes
- 15 Halle aux jeux du cèdre
- 16 Aux moules frites
- 17 Podium de la Diane
- 18 À vos pinceaux
- 19 Quiches et tartes LO rraines (Metz - Renault Sovab)

Place du Grand Podium

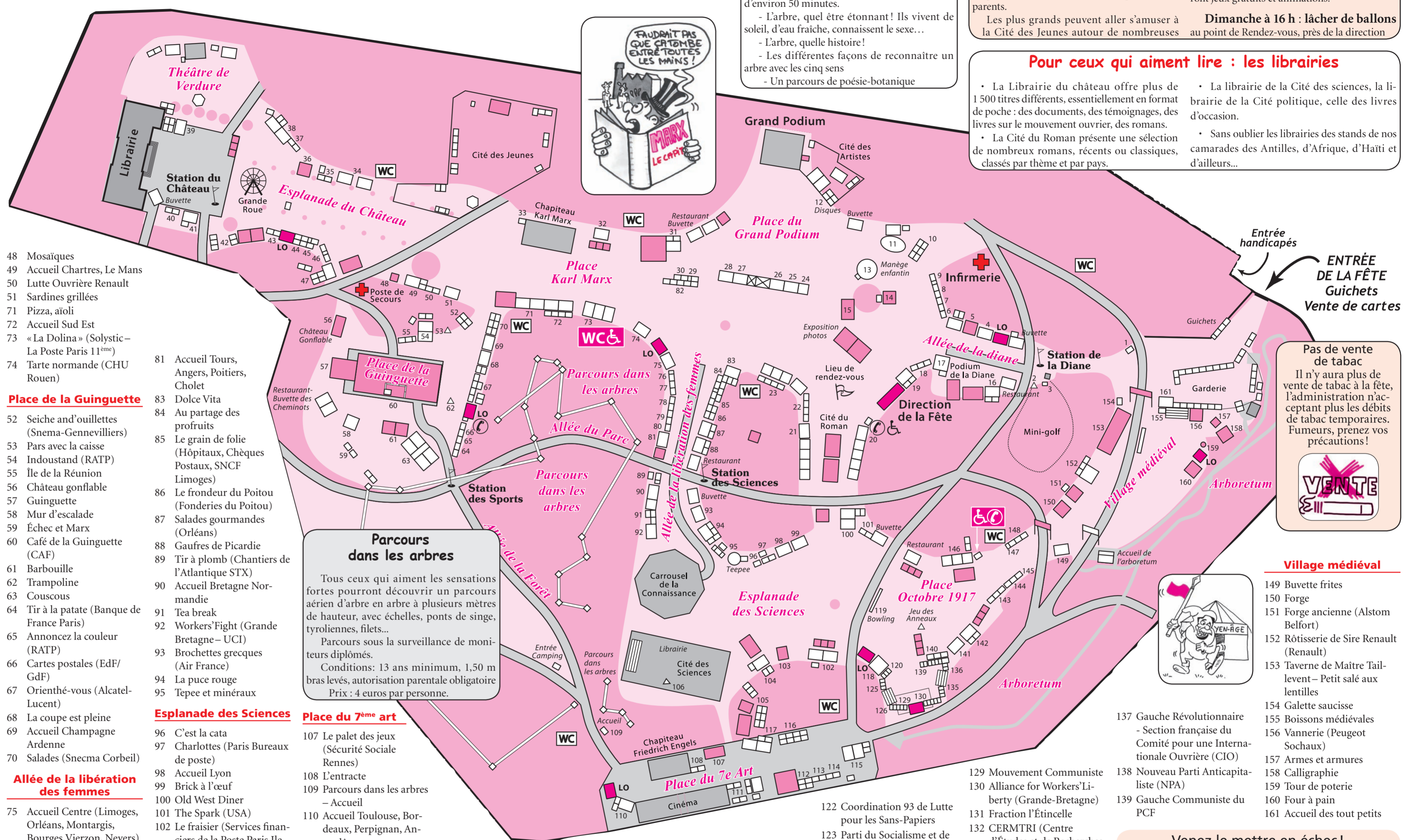
- 20 Accueil Est
- 21 Accueil Bourgogne
- 22 La cave à fromages
- 23 La fondue jurassienne
- 24 Les mollets d'acier
- 25 Barbe à papa
- 26 Jus de fruits, milk-shakes
- 27 L'escargot
- 28 Crêpes canadiennes (Compiègne)
- 29 Bonbons (Angers)
- 30 Harengs de la Baltique - saumon fumé (Angers)
- 31 Flammekueche (General Motors Strasbourg)
- 32 Fraternalité à la menthe

Esplanade du Château

- 34 Maffé
- 35 UATCI (Afrique - UCI)
- 36 Sculpture
- 37 Simif Mücadelesi (Turquie - UCI)
- 38 Café turc
- 39 Breakfast, coffee, cakes
- 40 Lutte Ouvrière Hôpitaux
- 41 Brin de fantaisie (Hôpitaux)
- 42 Soupe aux choux
- 43 L'Internazionale (Italie - UCI)
- 44 O.T.R (Haïti - UCI)
- 45 Marmite haïtienne
- 46 Combat Ouvrier (Antilles - UCI)
- 47 Menus d'Isles

Place Karl Marx

- 32 Gaufres de Liège et bières belges fruitées (Alsace Lorraine)
- 33 Dédicaces



- 42 Mosaiques
- 43 Accueil Chartres, Le Mans
- 44 Lutte Ouvrière Renault
- 45 Sardines grillées
- 46 Pizza, aioli
- 47 Accueil Sud Est
- 48 « La Dolina » (Solystic - La Poste Paris 11^{ème})
- 49 Tarte normande (CHU Rouen)

Place de la Guinguette

- 52 Seiche and'ouillettes (Snema-Gennevilliers)
- 53 Pars avec la caisse
- 54 Indoustand (RATP)
- 55 Île de la Réunion
- 56 Château gonflable
- 57 Guinguette
- 58 Mur d'escalade
- 59 Échec et Marx
- 60 Café de la Guinguette (CAF)
- 61 Barbouille
- 62 Trampoline
- 63 Couscous
- 64 Tir à la patate (Banque de France Paris)
- 65 Annoncez la couleur (RATP)
- 66 Cartes postales (EdF/GdF)
- 67 Orienté-vous (Alcatel-Lucent)
- 68 La coupe est pleine
- 69 Accueil Champagne Ardenne
- 70 Salades (Snecma Corbeil)

Allée de la libération des femmes

- 75 Accueil Centre (Limoges, Orléans, Montargis, Bourges, Vierzon, Nevers)
- 76 Fléchettes
- 77 Jambon du Morvan
- 78 Brico'LO (Orléans)
- 79 Le monde à la carte (Aulnay-sous-Bois)
- 80 Mettez-vous au parfum

Parcours dans les arbres

- 81 Accueil Tours, Angers, Poitiers, Cholet
- 82 Dolce Vita
- 83 Au partage des profruits
- 84 Le grain de folie (Hôpitaux, Chèques Postaux, SNCF Limoges)
- 85 Le frondeur du Poitou (Fonderies du Poitou)
- 86 Salades gourmandes (Orléans)
- 87 Gaufres de Picardie
- 88 Tir à plomb (Chantiers de l'Atlantique STX)
- 89 Accueil Bretagne Normandie
- 90 Tea break
- 91 Workers' Fight (Grande Bretagne - UCI)
- 92 Brochettes grecques (Air France)
- 93 La puce rouge
- 94 Tepee et minéraux

Esplanade des Sciences

- 96 C'est la cata
- 97 Charlottes (Paris Bureaux de poste)
- 98 Accueil Lyon
- 99 Brick à l'œuf
- 100 Old West Diner
- 101 The Spark (USA)
- 102 Le fraiser (Services financiers de la Poste Paris Ile de France)
- 103 Karaoké (Creil)
- 104 Confit social
- 105 Tir à l'arc (Sanofi-Aventis Vitry sur Seine)
- 106 Cafétéria du chapiteau scientifique

Parcours dans les arbres

Tous ceux qui aiment les sensations fortes pourront découvrir un parcours aérien d'arbre en arbre à plusieurs mètres de hauteur, avec échelles, ponts de singe, tyroliennes, filets...

Parcours sous la surveillance de moniteurs diplômés.

Conditions: 13 ans minimum, 1,50 m bras levés, autorisation parentale obligatoire

Prix: 4 euros par personne.

Place du 7^{ème} art

- 107 Le palet des jeux (Sécurité Sociale Rennes)
- 108 L'entracte
- 109 Parcours dans les arbres - Accueil
- 110 Accueil Toulouse, Bordeaux, Perpignan, Angoulême
- 111 Crêperie bretonne (Thomson Rennes)
- 112 Huître ouvrière (CHU Rennes)
- 113 Voz Obrera (Espagne - UCI)
- 114 Tapas y sangria (Carnaud Laon)
- 115 Churros (Air France Le Bourget et ADP Orly)
- 116 Tortilla y sepia tapas (Axa)

Place Octobre 17

- 117 Paella valenciana
- 118 Billard (La Poste Paris)
- 119 Bowling (La Poste Paris 14)
- 140 Expresso café (Aventis)
- 141 Crêperie (Sanofi Aventis Vitry sur Seine)
- 142 Glaces et profiteroles
- 143 Petit atelier

L'Arboretum

Au sein du parc, se trouve un bel Arboretum, avec plus de cent espèces différentes d'arbres. Un sentier botanique a été aménagé, permettant plusieurs promenades commentées, chacune d'environ 50 minutes.

- L'arbre, quel être étonnant! Ils vivent de soleil, d'eau fraîche, connaissent le sexe...
- L'arbre, quelle histoire!
- Les différentes façons de reconnaître un arbre avec les cinq sens
- Un parcours de poésie-botanique

Pour les enfants, tout est prévu

Les bébés au-dessus de trois mois peuvent être accueillis à la garderie, où ils seront confiés à des camarades attentifs. Une installation à langer, en libre-service, est à la disposition des parents.

Les plus grands peuvent aller s'amuser à la Cité des Jeunes autour de nombreuses activités : maquillage, jeux, dessins animés, etc. Ils n'en voudront plus sortir!

Et partout dans la Fête, les enfants trouveront jeux gratuits et animations.

Dimanche à 16 h : lâcher de ballons au point de Rendez-vous, près de la direction

Pour ceux qui aiment lire : les librairies

- La Librairie du château offre plus de 1 500 titres différents, essentiellement en format de poche : des documents, des témoignages, des livres sur le mouvement ouvrier, des romans.
- La Cité du Roman présente une sélection de nombreux romans, récents ou classiques, classés par thème et par pays.
- La librairie de la Cité des sciences, la librairie de la Cité politique, celle des livres d'occasion.
- Sans oublier les librairies des stands de nos camarades des Antilles, d'Afrique, d'Haïti et d'ailleurs...

Pas de vente de tabac

Il n'y aura plus de vente de tabac à la fête, l'administration n'acceptant plus les débits de tabac temporaires. Fumeurs, prenez vos précautions!



Village médiéval

- 149 Buvette frites
- 150 Forge
- 151 Forge ancienne (Alstom Belfort)
- 152 Rôtisserie de Sire Renault (Renault)
- 153 Taverne de Maître Taillevant - Petit salé aux lentilles
- 154 Galette saucisse
- 155 Boissons médiévales
- 156 Vannerie (Peugeot Sochaux)
- 157 Armes et armures
- 158 Calligraphie
- 159 Tour de poterie
- 160 Four à pain
- 161 Accueil des tout petits

Venez le mettre en échec!

Jean-Philippe Karr, Maître international, jouera en simultané contre 24 joueurs, dimanche à 16h.

Inscription au stand *Echec et Marx*

Pour des raisons de sécurité et de propreté, les chiens ne sont pas admis dans l'enceinte de la fête



Tout savoir sur la Fête <http://fete.lutte-ouvriere.org>

Les débats

Samedi 11 juin

Au chapiteau Karl Marx
Le collectif unitaire de l'hôpital Tenon à Paris : la réouverture du centre IVG.

Charlotte NITHART, pour son livre « Le cargo de la honte - L'effroyable odyssee du Probo Koala »

PEF, auteur d'ouvrages pour les enfants « le Prince de Motor-du » et « Travailler moins pour lire plus »

Marie TREPS, linguiste : Promenade dans une Europe sérieusement toquée de mots français

Au chapiteau Friedrich Engels

Patrick BENQUET, réalisateur du documentaire « Françafrique : 50 années sous le sceau du secret »

Yannick KERGOAT, monteur du film « Hors la loi »

Michel OLMI, président des « Amis de Radio Lorraine Coeur d'Acier » et **Marcel TRILLAT**

Simone TASSIMOT : lecture de lettres de Rosa Luxembourg « Rosa la rouge et les mésanges charbonnières »

À la cité politique
Collectif unitaire national de soutien à Mumia Abu Jamal

Mémo : Débat sur les migrants

À la cité du roman
Suzy ROJTMAN du collectif national pour le droit des femmes

Dimanche 12 juin

Au chapiteau Karl Marx
Fatou DIOME, romancière franco-sénégalaise : « le Ventre de l'Atlantique »

Laure GODINEAU, historienne : « La Commune de Paris par ceux qui l'ont vécue »

Jean-Jacques MARIE, le combat des oppositionnels en URSS entre 1934 et 1938.

Nicolas OFFENSTADT, historien : « 14-18 aujourd'hui La grande guerre dans la France contemporaine »

Marc PESCHANSKI, neurobiologiste : Quand le gouvernement et l'Eglise s'en prennent à la science

Laurent SEDEL, chirurgien, auteur de « Il faut sauver les malades »

Au chapiteau Friedrich Engels

Christophe CORDIER, réalisateur : que sont devenus les protagonistes de la grève du Joint Français en 1972

Daniel CLING, réalisateur de « Abdelkim et la guerre du rif »

Stéphane HOREL, journaliste et documentariste : « Les médicaments - Labos, médecins, pouvoirs publics : enquête sur des liaisons dangereuses »

Lundi 13 juin

Au chapiteau Karl Marx
Manuel DOMERGUE, journaliste « Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique 1948 - 1971 ».

Marie-Laure DUFRESNE-CASTETS, avocate, et **Pascal MOUSSY**, juriste du travail : la défense juridique des travailleurs combattifs attaqués par les patrons

MONIQUE PINÇON CHARLOT et **MICHEL PINÇON**, sociologues, auteurs de « Le président des riches ».

Wassyla TAMZALI, écrivaine et militante féministe algérienne, auteur de « Une femme en colère : lettre d'Alger aux Européens désabusés ».

Au chapiteau Friedrich Engels

Jean-Noël DELAMARRE, réalisateur : les conseils ouvrier à Strasbourg en 1918.

Sébastien JOUSSE, réalisateur du documentaire « Cheminots »

Forums de Lutte Ouvrière

Chapiteau Karl Marx

avec des militants travaillant dans ces secteurs

• Samedi à 18h

Les services publics laissés à l'abandon : l'exemple de la santé

• Dimanche à 18h

Sortir du nucléaire ? Avant tout, sortir du capitalisme

avec nos camarades de l'Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes

• Lundi à 11 heures

Côte d'Ivoire : Sanglantes rivalités pour le pouvoir, une catastrophe pour les classes exploitées

Cité politique : de nombreux autres débats (liste complète sur place)

Débat LO-NPA

• Dimanche 16 h à la Cité politique

Avant et pendant la campagne présidentielle, les politiques respectives du NPA et de LO dans cette période de crise

La Cité des Sciences

Les débats au chapiteau scientifique

Samedi 11 juin

12 h 30 - **Michel PAPUCHON**, physicien : « Toute la lumière sur le laser et ses applications »

14 h - **Jean-Pol TASSIN**, neurobiologiste : « Pensées, sentiments, émotions : tout n'est-il que neurones et chimie dans le cerveau ? »

15 h 30 - **Jérôme ALEON**, cosmochimiste « Carnet de naissance du système solaire : les météorites »

17 h - **Patrick DE WEVER**, géologue et paléobiologiste : « La biodiversité au cours de l'histoire de la Terre : hier et aujourd'hui »

18 h 30 - **Romuald DROT**, radiochimiste : « L'énergie nucléaire : production, utilisation, déchets »

20 h - **Thierry BEDOSSA**, spécialiste du comportement animal : « Comportement du chien et du chat : la marque de leur origine évolutive... et de la domestication par l'Homme »

Dimanche 12 juin

10 h 30 - **Yves LÉVI**, spécialiste de Santé publique : « Les enjeux liés à la qualité de l'eau : santé, usage et abus »

12 h - **Jean-Luc PIEL-DESRUISSEAU**, chirurgien : « La vie à l'époque de Neandertal et de Cro-Magnon à travers leurs outils »

13 h 30 - **Agnès GUILLOT**, chercheuse en Systèmes Intelligents et Robotique : « La bionique : quand la science imite la nature »

16 h 00 - **André AURENGO**, médecin : « Les risques de la radioactivité, de Tchernobyl à Fukushima »

17 h 30 - **Jacques DELABROUILLE**, astrophysicien : « La mission spatiale Planck, pour mieux connaître l'histoire de l'univers ? »

19 h - **Laurent SEDEL**, chirurgien : « L'homme réparé » (prothèses, reconstruction osseuse...) : présent et avenir »

20 h 30 - **Pascal PICQ**, paléoanthropologue « Qu'en est-il de nos origines communes avec les grands singes ? »

Lundi 13 juin

12 h - **Mehdi KHAMASSI**, chercheur en Robotique et Neurosciences : « Comment les robots peuvent-ils nous aider à mieux comprendre le cerveau ? »

13 h 30 - **Cédric VILLANI**, chercheur en mathématiques (médaille Fields) : « Les maths : pourquoi, comment ? »

16 h - **David ELBAZ**, astrophysicien : « Dernières nouvelles du cosmos : galaxies, quasars, trous noirs... »

17 h 30 - **Marc PESCHANSKI**, neurobiologiste : « Comment s'attaquer aux maladies génétiques avec les cellules-souches ? »

Les mini-conférences

Pour tous les goûts et toutes les curiosités, des conférenciers se relaient pour traiter de questions scientifiques, en une heure, avec expériences et projection :

les drones - crème ou mousse au chocolat - peut-on croire aux sondages - chiffrage et codes secrets - les fourmis - la radioactivité - le fonctionnement des centrales nucléaires - les séismes et les constructions parasismiques - les tsunamis - les nouveaux médicaments - des cadrans solaires aux horloges atomiques - les coïncidences et le paranormal - les migrations humaines racontées par les gènes - massages cardiaque et défibrillation

Le Carrousel de la connaissance

L'épopée de la domestication de l'énergie

spectacle exposé multimédia de 45 minutes.



Cinéma

Films et documentaires suivis d'un débat

ABDELKIM ET LA GUERRE DU RIF de Daniel Cling

CHEMINOTS de Luc Joulé et Sébastien Jousse

FRANÇAIRIE de Patrick Benquet

FRÈRES DE CLASSE de Christophe Cordier

HORS-LA-LOI de Rachid Bouchareb

LES MÉDICAMENTEURS de Stéphane Horel et Brigitte Rossignaux

QUAND LE DRAPEAU ROUGE FLOTTAIT SUR LA CATHÉDRALE de Jean-Noël Delamarre

RADIO LORRAINE

CŒUR D'ACIER, LA PAROLE LIBÉRÉE d'Isabelle Cadière

Les autres films et documentaires

BENDA BILILI ! de Renaud Barret et Florent de la Tullaye

CLEVELAND CONTRE WALL STREET de Jean-Stéphane Bron

DANS SES YEUX de Juan José Campanella

DRAQUILA, L'ITALIE QUI TREMBLE de Sabrina Guzzanti

GAZA-STROPHE de Samir Abdallah et Khéridine Mabrouck

ILLÉGAL d'Olivier Masset-Depasse

LA COMMUNE de Mehdi Lallaoui

LE NOM DES GENS de Michel Leclerc

LES FEMMES DU 6^{ÈME} ÉTAGE

de Philippe Le Guay

LES MAINS EN L'AIR de Romain Goupil

MÊME LA PLUIE d'Iciar Bollain

ROUTE IRISH de Ken Loach

WE WANT SEX EQUALITY de Nigel Cole

Pendant la nuit du dimanche au lundi, cinéma en plein air

LE DICTATEUR de Charlie Chaplin

EXPOSITION PHOTO

Gérald BLONCOURT

Le monde ouvrier

Samedi et dimanche à 17 h, Gérald Bloncourt présentera ses photos à l'exposition située près du stand direction

• G8 de Deauville

Aide à la démocratie en Tunisie, Égypte ? Non, aides aux industriels français

À l'issue du sommet des chefs d'État au G8, le 28 mai à Deauville, Sarkozy a annoncé une aide internationale à la Tunisie et à l'Égypte d'un montant de 40 milliards d'euros. Présentée comme un soutien à la « transition démocratique » censée émerger dans ces deux pays, cette aide inclut dix milliards promis par le Conseil de coopération du Golfe, qui regroupe six monarchies parmi les plus réactionnaires au monde : le Bahreïn, l'Arabie saoudite, le Qatar, les Émirats arabes unis, le Koweït et Oman.

Les autres contributeurs ne sont pas non plus désintéressés. Vingt milliards d'euros sont promis par des institutions telles que la Banque mondiale ou la Banque européenne d'investissement (BEI). Celle-ci agit « dans le sens du développement d'un marché extérieur pour les entreprises européennes », souligne un rapport de l'association des Amis de la Terre. Par exemple, certains projets de la BEI se sont soldés par une privatisation de l'eau qui n'a eu « aucun effet positif » du point de vue de la population qui n'y

a pas accès. Enfin, dix milliards d'euros devraient provenir directement des États des pays riches, dont un milliard pour la France.

On imagine déjà que les quelque 1 250 patrons de filiales

d'entreprises françaises en Tunisie et leurs homologues en Égypte sont sur les rangs pour que cette prétendue aide au développement tombe dans leur escarcelle. Le Premier ministre, Fillon vient de souligner qu'en

tant que troisième bailleur de fonds de l'Égypte, la France est « pleinement à l'écoute » de ce pays pour encourager les patrons français à continuer à y prospérer.

Les aides au « printemps arabe » ne sont qu'un nouvel emballage pour le soutien à Bouygues, Vinci, Danone, Valeo, Veolia, Suez, Air Liquide, France Télécom et autres, et la population tunisienne ou égyptienne risque bien de n'en pas voir la couleur.

Jean SANDAY

Arrêt obligatoire

Pendant toute la durée du G8, les trains entre Paris et Trouville-Deauville ont eu Lixieux comme terminus.

Il ne fallait pas gêner les prétendus grands

personnages venus là pour discourir sur l'avenir de leur monde. Celui des populations et des usagers des transports leur est visiblement indifférent. Eux n'ont que Lixieux pour pleurer !

• Le FMI et la BCE au chevet de la Grèce

Le nœud coulant se resserre

Les émissaires du FMI, de la Banque centrale européenne et de l'Union européenne devaient se réunir à Vienne, mercredi 1^{er} juin, pour statuer, une fois de plus, sur la crise financière grecque. En effet le « plan de sauvetage » élaboré par ces mêmes institutions en mai 2010, s'il a conforté les créanciers de la Grèce, n'a en rien sauvé ce pays de leurs griffes.

Comme tous les États du monde, l'État grec est obligé d'emprunter pour financer ses besoins courants et pour rembourser les emprunts en cours. Mais, avec la crise, en Grèce comme ailleurs, les besoins de subventions des capitalistes ont augmenté alors que les revenus des États ont diminué. De là découle l'explosion générale des dettes publiques, les gouvernements ayant évidemment choisi d'emprunter plutôt que de modérer l'appétit des possédants.

Les banquiers prêtent plus facilement aux princes qu'aux manants et quand l'Allemagne ou la France se finançaient à 2% l'an, il en coûtait le double à la Grèce. Mais, le pays s'enfonçant dans la crise et l'État s'appauvrissant en raison même du plan d'austérité censé le sauver, chaque nouvel emprunt lui coûte plus cher que le précédent : fin mai la Grèce empruntait à 17% l'an, sur dix ans et à 22% l'an sur deux ans. Autant dire qu'elle ne peut plus

emprunter et que la faillite est proche. Les spéculateurs qui ont parié depuis des mois sur cette faillite, et l'ont de fait organisée, ramassent le gros lot, tout en risquant de plonger les travailleurs grecs dans la misère totale.

De tels épisodes qui voient quelques groupes financiers mettre un pays à genoux sont, si l'on ose dire, monnaie courante. En temps normal, ils n'empêchent pas de dormir le FMI, l'Union européenne et les gouvernements des grandes puissances. Mais la crise financière de septembre 2008 a montré la fragilité de l'économie capitaliste qui risque de s'effondrer en cas de choc. De plus la Grèce fait partie de la zone euro et c'est donc la monnaie

européenne, instrument des groupes capitalistes français et allemands, qui est attaquée. Enfin les grandes banques européennes possèdent, directement ou par l'intermédiaire de leurs filiales locales, un gros paquet de créances qu'un défaut de paiement de la Grèce dévaloriserait immédiatement. Notons qu'une même grande banque européenne peut à la fois spéculer sur la faillite de l'État grec par l'intermédiaire d'un de ses fonds de placement et faire pression sur la BCE pour que la Grèce soit sauvée de la faillite, de sorte que ses créances sur cet État soient garanties.

En outre, du fait de l'existence de l'euro, de l'imbrication des économies européennes et

de l'appétit des spéculateurs, une faillite de la Grèce, même organisée par les autorités européennes, risquerait d'entraîner celle d'autres pays, l'Irlande, le Portugal, voire l'Espagne, l'Italie ou la Belgique, pour commencer.

La bonne solution, pour les gouvernements des grandes puissances européennes, serait donc que les travailleurs grecs acceptent sans rechigner de se laisser étrangler pour payer la dette creusée pour leurs capitalistes et que les travailleurs des autres pays d'Europe regardent la curée sans comprendre que c'est aussi le sort qui leur est promis. Eh bien, ils n'y sont pas prêts !

Paul GALOIS

• Grèce

Les protestations s'amplifient

Depuis le 25 mai, les rassemblements se multiplient en Grèce, dans les principales villes du pays. Comme en Espagne, les « indignés » se retrouvent pour dénoncer les mesures d'austérité, et le énième plan de rigueur que veulent imposer la « troïka » (Banque et Commission européennes, FMI) et le gouvernement.

Depuis plus d'une semaine, les experts de la troïka ont fait des allers et retours pour vérifier les comptes ; le 20 mai, l'agence Ficht Ratings a encore baissé de trois crans la note de la dette grecque, les médias ont laissé entendre que l'État, sans aide supplémentaire, n'aura pas dans ses caisses de quoi tenir au-delà de la mi-juillet.

Ce remue-ménage a d'abord

comme effet d'accroître la pression pour imposer au gouvernement grec des mesures encore plus draconiennes. Le 17 mai, le Premier ministre Papandréou a annoncé qu'il faudrait, d'ici 2015, réduire le nombre de fonctionnaires de 20% soit 150 000 personnes, indexer sur les salaires du privé les salaires du public, encore un peu protégés, et bien sûr accélérer le plan de privatisations de 50 milliards d'euros d'ici 2015, les entreprises européennes étant sur les rangs pour acquérir, si possible à prix bradés, les télécommunications (OTE), la Banque postale, le port d'Athènes, le port et l'eau de Thessalonique...

C'est contre tout cela que la population manifeste et jusqu'à

présent le nombre des manifestants a augmenté de jour en jour : le 25 mai, ils étaient 20 000 à Athènes, 5 000 à Thessalonique au nord, 7 000 à

Patras à l'ouest, 3 000 en Crète. Et le dimanche 29 mai, selon la presse, on en comptait près de 80 000 à Athènes. La population en a décidé assez

de continuer à payer pour les profits des capitalistes et des banques, qu'ils soient grecs ou européens.

Sylvie MARECHAL



• Italie

Une défaite électorale de Berlusconi Quelle alternative pour les classes populaires ?

Le second tour des élections administratives partielles, provinciales et municipales, les 29 et 31 mai en Italie, a été une défaite politique pour Berlusconi et son parti, le Peuple de la Liberté (PDL), qui confirme les résultats du premier tour des 15 et 16 mai. Bien symbolique de cette défaite est le résultat de Milan, véritable capitale de la bourgeoisie italienne où la liste de droite n'a obtenu que 44,9% contre 55,1% à la liste de centre gauche conduite par Giuliano Pisapia. Mais à Naples également, que le PDL aurait voulu reconquérir, il subit un lourd échec en ne recueillant que 35% des voix face aux 65% du candidat de l'opposition Luigi De Magistris.

C'est d'autant plus une défaite pour Berlusconi qu'il s'était engagé personnellement dans la campagne, se plaçant sur la liste de droite à Milan avec la maire sortante Letizia Moratti. Il a fait feu de tout bois, politisant les enjeux, dénonçant les électeurs de gauche « sans cervelle » et même « qui ne se lavent pas », déclarant qu'en aucun cas Milan ne devait tomber dans les mains de Pisapia, présenté comme un gauchiste, voire comme un terroriste, affirmant qu'entre de telles mains Milan deviendrait une « zingaropoli », ce que l'on pourrait traduire comme une « gitanopole... », une tour de Babel abritant tous les étrangers de la planète. Et de multiplier aussi les déclarations sur l'Italie tombée sous la dictature des « juges rouges » ainsi nommés pour avoir l'audace de poursuivre les multiples procédures judiciaires visant Berlusconi pour ses affaires véreuses ou ses turpitudes sexuelles...

Il faut croire que la farce et

la caricature ne font plus recette et qu'avec tout cela Berlusconi a plutôt éloigné ses électeurs, dont bon nombre se sont certainement abstenus à en juger par les 40% d'abstention. En revanche il a sans doute contribué à mobiliser les électeurs de gauche. Et puis les gros procédés berlusconiens ne peuvent pas cacher que le pays s'enfoncé dans la crise et une grande partie de la population dans la précarité et la pauvreté, quand ce n'est pas comme à Naples dans les monceaux d'ordures, problème que le gouvernement promet toutes les semaines de résoudre de façon définitive.

Le résultat ne sera pas sans poser problème pour la survie du gouvernement. La Ligue du Nord, son allié indispensable au parlement, a également été perdante dans ces élections, ce qui ne peut qu'accroître sa tentation de reprendre son indépendance à l'égard de Berlusconi. Des élections législatives anticipées pourraient alors se profiler, et les partis d'opposition, en

premier lieu le Parti démocrate, voudraient donc être rapidement en ordre de marche pour apparaître comme une alternative politique à Berlusconi.

En fait d'alternative, la seule politique de cette opposition a été d'attendre que Berlusconi se discrédite à tel point que les électeurs n'aient plus d'autre solution que de se tourner

vers elle et par exemple vers le Parti démocrate ; regroupement d'ex-communistes et d'ex-démocrates-chrétiens, on a du mal à l'appeler un parti de gauche, tant il épouse ouvertement les intérêts du grand capital.

C'est donc peut-être ce mouvement électoral qui a commencé à se produire. Mais à

part le fait de remplacer Berlusconi, cette opposition n'a rien à proposer, rien à dire aux travailleurs et aux couches populaires de plus en plus frappées par la crise. Ce sera décidément à elles de construire leur propre alternative face à une société de plus en plus invivable.

André FRYS



Il Journal

• L'arrestation de Ratko Mladic

Passeport pour l'adhésion de la Serbie à l'Europe ?

Jeudi 26 mai, Ratko Mladic, dénommé le boucher des Balkans, a été arrêté. Il s'est vu signifier son inculpation pour génocide, crimes de guerre et crimes contre l'humanité pendant la guerre de Bosnie entre 1992 et 1995, par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY).

Depuis son inculpation en 1995, pendant seize ans Ratko Mladic a échappé au mandat d'arrêt international lancé contre lui. Il a d'abord bénéficié de la protection de l'armée serbe puis, jusqu'à la chute du régime de Slobodan Milosevic en 2000, d'une complicité évidente des autorités qui lui aurait permis de séjourner sans être inquiété, au cœur même de Belgrade.

Le gouvernement serbe actuel nie toute complicité dans cette cavale, arguant des « changements démocratiques » survenus. Une seule chose est

certaine, c'est que la Serbie a déposé à la fin de l'année 2009 son dossier de candidature à l'entrée dans l'Union européenne, mais que les dirigeants européens ont mis comme condition à cette adhésion l'arrestation de Ratko Mladic.

Le « grand obstacle » à l'adhésion de la Serbie, comme l'a qualifié le commissaire européen à l'élargissement, vient donc d'être levé comme par enchantement. Le procureur du TPIY a apprécié que Belgrade ait ainsi rempli « une de ses obligations internationales ». Quant à Sarkozy, il a pu

souligner qu'avec l'arrestation de Ratko Mladic « une étape vers l'intégration de la Serbie à l'Union européenne » venait d'être franchie.

Ratko Mladic est sans conteste un assassin sanguinaire qui mérite son surnom de boucher des Balkans. Outre ses responsabilités militaires dans le siège meurtrier de Sarajevo pendant plus de quatre années, il était en effet le chef des milices armées serbes de Bosnie-Herzégovine qui, le 1^{er} juillet 1995, entrèrent dans l'enclave de Srebrenica pour y procéder à une véritable « purification ethnique ». Pendant les jours qui suivirent, la population fut triée, les hommes séparés des femmes et des enfants, avant l'extermination en quelques jours seulement de huit mille hommes adultes et adolescents !

Ratko Mladic va donc maintenant être jugé par le TPIY, en même temps que l'ex-dirigeant de la République serbe de Bosnie-Herzégovine Radovan Karadzic. Mais ces jugements du Tribunal pénal international institué par les grandes puissances sont de leur part un moyen d'esquiver leurs propres responsabilités politiques. Mladic est un criminel mais les forces de l'ONU étaient au courant de la préparation du crime. Depuis 1993 Srebrenica était placée sous leur protection. Au moment de l'entrée de Mladic, c'est un général français, le général Janvier, qui commandait aux soldats de l'ONU. Toutes ces forces prétendument présentes, comme d'habitude, au nom d'une intervention humanitaire, n'ont rien fait pour éviter

la tuerie, abandonnant l'enclave aux forces armées serbes et la population aux assassins.

L'hypocrisie de toute cette affaire est écœurante. Quand l'ancienne Yougoslavie – où Serbes, Croates, Bosniaques, etc. cohabitaient – a commencé à se déchirer sous la pression des démagogues nationalistes, les grandes puissances ont sauté sur l'occasion en espérant acquérir de nouvelles zones d'influence et gagner quelques marchés. Leur intervention ensuite visait à surveiller le processus en sauvegardant leurs intérêts, dans l'indifférence totale pour le sort de la population, quand même elle ne consistait pas à la bombarder. Il ne suffira pas de condamner Mladic et Karadzic pour solder ce compte sanglant.

Sophie GARGAN

• Allemagne

Fin du nucléaire en 2022, ou propagande électorale ?

L'annonce faite le 30 mai par la chancelière Angela Merkel de fermer toutes les centrales nucléaires en Allemagne d'ici 2022 a de quoi surprendre par son côté abrupt. D'autant plus que, quelques mois auparavant, elle fixait l'échéance en 2040 ou 2050 et, il y a deux ans, une loi avait été votée pour le prolongement d'une douzaine d'années de la durée légale d'exploitation des centrales nucléaires. Mais entre temps, des élections dans deux Länder ont été marquées par une forte avance des Verts (Die Grünen) au détriment, entre autres, du CDU, le parti conservateur d'Angela Merkel.

Actuellement, les dix-sept centrales nucléaires allemandes couvrent 22 % des besoins énergétiques du pays, le reste provenant de centrales fonctionnant au charbon (43 %), d'énergies renouvelables (18 %) et d'importations. Après la catastrophe de Fukushima, huit centrales nucléaires, parmi les plus anciennes ou une sujette à des pannes à répétitions, avaient été arrêtées. Le plan de sortie du nucléaire prévoit l'arrêt de sept autres fin 2021, et les trois plus récentes fin 2022. Elles seraient remplacées par des centrales fonctionnant au charbon (neuf seraient en cours de construction) ou au gaz, ainsi que par l'augmentation des importations, provenant entre autres de France...

où le nucléaire est largement majoritaire! Le développement des centrales thermiques entraînera bien évidemment une hausse des rejets de CO2 dans l'atmosphère, que la chancelière dit vouloir contrebalancer par des économies énergétiques sur l'habitat ou la production industrielle.

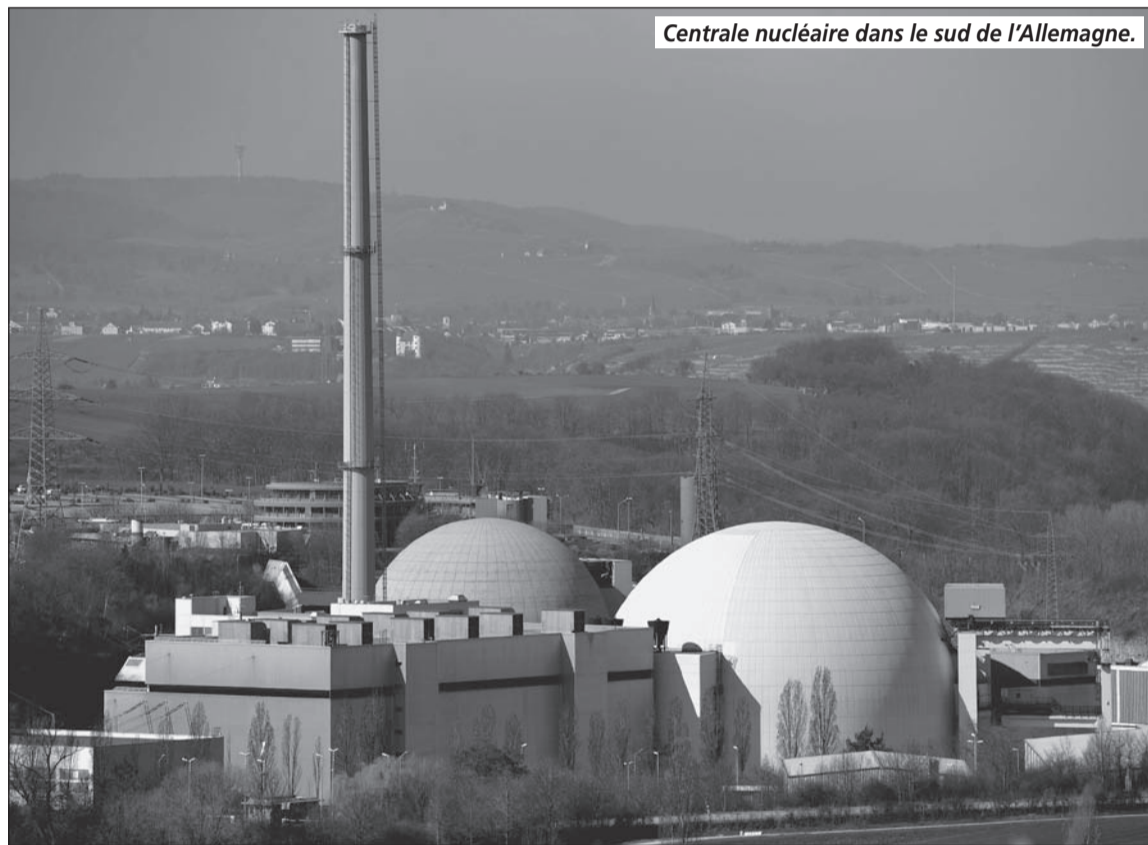
Bien évidemment, ce changement de cap a un coût, qui sera supporté par les consommateurs. Déjà, suite à la loi de 2009 sur les énergies renouvelables, la taxe sur l'électricité a doublé en deux ans, passant

de 1,5 à plus de 3 centimes d'euro le kilowatt/heure, et l'on parle d'une hausse probable de 20 % des tarifs de l'électricité avec l'abandon du nucléaire. De plus, les grandes compagnies propriétaires des centrales n'entendent pas que soit mis fin à leur pactole : selon RFI, « *chaque réacteur arrivé en bout de course et maintenu en activité dégage un million d'euros de bénéfices net par jour* ». Deux d'entre elles ont déjà contre-attaqué, RWE portant plainte contre la fermeture de deux centrales dans le Land

de Hesse, et E.ON contre la taxe sur le combustible nucléaire qui doit entrer en vigueur en janvier prochain.

Le gouvernement d'Angela Merkel tiendra-t-il cette promesse de « sortir du nucléaire » en 2022 et dans ce cas, comment la fourniture énergétique sera-t-elle assurée en Allemagne? Tout ce qu'on peut supposer, c'est qu'il tiendra au moins le même langage jusqu'en 2013, date des prochaines élections générales!

Marianne LAMIRAL



Les cheminots se battent pour l'égalité des salaires

Depuis deux mois les grèves et les débrayages se poursuivent dans les chemins de fer allemands.

Après avoir paralysé à plusieurs reprises en mars le réseau de la Deutsche Bahn (DB), le syndicat des agents de conduite GdL (qui annonce organiser 75 % de l'ensemble des agents de conduite allemands, et 80 % de ceux de la DB) a signé en avril un accord avec la compagnie ferroviaire publique, portant sur une revalorisation des salaires de 2 % cette année alors qu'il avait donné comme perspective au mouvement une augmentation de 5 %. Mais depuis, le GdL a poursuivi le combat dans les compagnies privées.

À partir de 1994 le trafic ferroviaire (de marchandises mais aussi voyageurs) a en effet été officiellement « libéralisé » en Allemagne. Ce processus s'est accéléré depuis l'an

2000 et aujourd'hui environ 6 000 conducteurs travaillent pour de telles compagnies, contre 20 000 qui sont employés par la DB. Et dans ces entreprises, comme Arriva ou Abellio, les agents de conduite gagnent en moyenne 30 % de moins que ceux de la Deutsche Bahn.

Début 2011, un accord a bien été conclu entre les six principales compagnies privées et le syndicat EVG, lié à la grande centrale syndicale DGB mais minoritaire chez les agents de conduite, en vue de « l'harmonisation entre le public et le privé ». Mais il prévoyait des salaires inférieurs de 6 % pour les conducteurs employés par les concurrents de la DB, et une augmentation du temps de travail.

Le GdL met de son côté en avant l'objectif d'une convention collective « cadre », qui s'appliquerait à l'ensemble des agents de conduite allemands. Outre la même grille de salaires, elle impliquerait une garantie d'emploi en cas de changement d'opérateur. Bien sûr la volonté du GdL d'assurer sa place de représentant principal des agents de conduite, aujourd'hui menacée par un projet commun du DGB et du patronat contre les syndicats minoritaires, n'est pas étrangère à sa détermination. Mais, quoi qu'il en soit, l'établissement d'une telle convention unique représenterait un progrès et un appui aux salariés pour lutter contre le dumping salarial. Ce serait d'autant plus justifié que nombre de ces entreprises ne sont pas des PME, mais des

filiales de grands trusts internationaux, à commencer par la principale d'entre elles, la française Veolia Transport. Autant dire qu'elles ont largement les moyens de payer des salaires décents.

Pour l'instant un accord n'a été trouvé qu'avec certaines compagnies privées, d'autres ont accepté de négocier avec le syndicat. Mais beaucoup le refusent, ont recours aux menaces voire au lock-out, pour pouvoir continuer à profiter de salaires au rabais. Alors, le mouvement se poursuit et il est bien suivi. Mêmes conditions de travail, mêmes salaires : c'est en tout cas la bonne direction, pas seulement pour les agents de conduite, mais pour l'ensemble de la classe ouvrière.

Henri MARNIER

• Égypte

La contestation n'a pas dit son dernier mot

Vendredi 27 mai, dans le cadre d'une nouvelle « journée de la colère », d'importants rassemblements ont encore eu lieu en Égypte contre le pouvoir, au Caire et jusqu'à Charm-El-Cheikh, devant l'hôpital où se trouve Moubarak.

Les manifestants veulent poursuivre la mobilisation, beaucoup de responsables du régime de Moubarak étant toujours présents dans de nombreux secteurs de l'administration et les responsables de violences commises par le régime n'ayant toujours pas été sanctionnés.

La libération de la femme de Moubarak en échange de 2,8 millions d'euros (alors qu'elle et son mari ont détourné des sommes considérables) a ravivé la colère de ceux qui ont obtenu le départ de Moubarak en février dernier, d'autant que le procès de celui-ci tarde à avoir lieu. Des élections législatives sont bien prévues pour le mois de septembre mais les manifestants se méfient avec raison des généraux qui continuent à occuper le pouvoir à travers le Conseil suprême des forces armées. Plusieurs slogans et banderoles reprochaient d'ailleurs aux dirigeants occidentaux leur décision de prêter de l'argent à ces généraux, sous prétexte d'aider l'Égypte.

En effet les gouvernements occidentaux ne voient aucun problème à maintenir leur soutien – financier mais aussi militaire – aux généraux qui de leur côté ne voient aucun problème à continuer à offrir aux capitalistes occidentaux une main-d'œuvre peu chère et privée de nombreux droits, y compris du fait des lois adoptées par eux-mêmes depuis le départ de Moubarak.

L'attitude des Frères musulmans, elle aussi, a été significative de ce qu'ils pensent de l'intervention de la population sur le terrain politique. Le mouvement s'est opposé aux manifestations, les déclarant « impies et contraires à l'islam », et expliquant que ce genre d'initiatives risquait de provoquer des tensions entre le peuple et l'armée, et de menacer le processus de transition. Comme si les généraux, et au-delà l'appareil d'État qu'ils contrôlent, n'étaient pas responsables des violences commises contre la population égyptienne depuis aussi longtemps que la dictature existe.

Stéphane FORT

• À Rennes et Saint-Brieuc

La lutte du tri postal continue

Pour mettre en place un nouveau centre de tri, appelé plate-forme industrielle de courrier (PIC), la direction de La Poste prétend négocier avec les syndicats avant la mise en place de son projet en 2012. Mais ces prétendues négociations ont du mal à avancer.

Déjà fin mars, une puissante mobilisation du personnel concerné avait imposé une garantie de reclassement pour tous ceux qui désiraient travailler à la PIC. Après ce premier recul, la direction reprend l'offensive en proposant des horaires de travail insupportables.

Pour prendre un seul exemple, une équipe devrait travailler vendredi, samedi, dimanche, lundi en effectuant tantôt des nuits de 22 h à 6 h, tantôt des journées de 12 h 30 à 22 h 30, et ce avec un samedi de repos sur six.

Pour bien montrer leur refus des propositions faites, 140 postiers de Rennes et Saint-Brieuc sont revenus manifester aux portes de la direction de Rennes le jeudi 26 mai.

Les postiers de Rennes réclament des horaires qui soient compatibles avec leur vie de

famille. Ils veulent aussi avoir le choix de leurs horaires sans les critères de sélection que la direction met en avant. Il suffirait de mettre les effectifs suffisants pour que ce soit possible. Mais l'objectif de la PIC, c'est plus de travail fait avec le moins de personnel possible!

Ceux de Saint-Brieuc réclament des mesures financières pour des départs à la retraite anticipés. Ils réclament aussi la garantie d'un reclassement à la plate-forme de distribution du courrier (PPDC), ce que la direction refuse pour une trentaine d'entre eux.

Heureux de se retrouver, les manifestants de Saint-Brieuc et Rennes sont allés ensemble aux portes du centre de tri de Rennes pour déguster quelques galettes-saucisses avec les chauffeurs chargés de livrer le courrier à trier. Bien contents de passer un moment avec les grévistes, ils n'étaient pas gênés que la livraison soit retardée.

Depuis, les piquets sont maintenus à Rennes à chaque embauche, de jour comme de nuit, avec des taux de grévistes importants allant jusqu'à 100 %... Samedi 28 mai, une trentaine de postiers ont passé

l'après-midi et la soirée devant le centre. À plusieurs reprises, ils se sont mis devant les camions en chantant et en les faisant avancer « au rythme des négociations », le tout ponctué par les coups de klaxon des chauffeurs solidaires. Dans la nuit de dimanche à lundi 30 mai, l'équipe de fin de semaine a de nouveau débrayé à partir de 3 h du matin et a réinstallé le piquet de grève.

Comme la direction ne trouve rien à dire, personne ne trouve de raison d'arrêter.

Correspondant LO

• CIE Automotive – Compiègne

Grève pour les salaires

À l'usine CIE Automotive de Compiègne, équipementier automobile spécialisé dans la fabrication de rampes à injection, les ouvriers se sont mis en grève mardi matin 24 mai, suite aux propositions de la direction sur les salaires, qu'ils jugeaient insuffisantes. La grève a été suivie massivement en production, y compris par certains chefs. Le lendemain, mercredi, la direction accordait 30 euros brut d'augmentation de salaire, une prime équivalant à 187 euros brut par salarié, une augmentation de la prime de vacances de 100 euros portant celle-ci à 825 euros.

Des travailleurs refusèrent cependant d'accepter que la prime de 187 euros ne soit pas versée aux travailleurs qui ont

accepté le plan de départs volontaires. En effet, fin décembre 2010, la direction annonçait un plan de licenciement de 91 ouvriers proposant des départs « volontaires », départs qui s'étaient depuis janvier 2011 chaque mois. Appartenant auparavant à Lajous, racheté par CIE Automotive, groupe qui regroupe des usines dans le monde entier, plus de 600 ouvriers travaillaient sur ce site, il y a quelques années. Aujourd'hui ils ne sont plus que 200.

Les travailleurs ont donc voté à l'unanimité la continuation, afin d'obtenir de la direction qu'elle accorde cette prime à tous. Le patron ayant cédé sur cette revendication, le travail reprit dès mercredi 25 mai; tout

le monde était satisfait de ces concessions.

Dans cette usine où bien des travailleurs n'atteignent pas les 1 500 euros, alors qu'ils

travaillent en équipe et qu'ils ont plusieurs années d'ancienneté, ce qui a été obtenu ne suffit certes pas. Mais c'est déjà ça, et surtout ces deux jours de grève ont tout de même changé

un peu l'ambiance, dans cette usine marquée par les plans de licenciements qui se succèdent depuis des années.

Correspondant LO



• Leguay Emballages Fleury-les-Aubrais (Loiret)

En grève pour se faire respecter

Jeudi 26 mai, une grève avec blocage de l'entrée et sortie des camions a commencé à l'entreprise Leguay Emballages à Fleury. La moitié des salariés, sur 84 personnes, se sont mis en grève, refusant de faire les frais consécutifs au déménagement de l'entreprise à Saint-Cyr-en-Val, au sud de l'agglomération d'Orléans, alors que la majorité du personnel habite au nord.

Le patron proposait 400 euros puis 450 euros en tout et pour tout de prime de déménagement, sous conditions (pas trop d'absences, meilleure qualité et objectifs atteints) et payée en deux fois.

Cela n'a pas été du goût des travailleurs.

L'entreprise fabrique des étuis pour l'industrie pharmaceutique. Elle fait des bénéfices, mais zéro euro de participation pour ceux qui en sont à l'origine. Pourtant elle fait partie du groupe LGR Emballages, leader du marché. Les salariés n'apprécient pas que l'entreprise ne publie pas les comptes, d'où la nomination d'un expert-comptable par le Comité d'entreprise pour le respect du droit. « On veut voir les comptes », disent les grévistes. L'arrogance du directeur a contribué à faire éclater la colère. L'augmentation des

salaires de seulement 2 % a été jugée insuffisante, alors que les travailleurs réclament 5 % d'augmentation des salaires, une prime de transport pour compenser le déplacement à la nouvelle usine, ainsi qu'une participation aux bénéfices.

Après la fermeture de l'usine le week-end, la grève avec blocage a repris plus fort le 30 mai, avec cette fois 80 % du personnel. Cela fait vingt-cinq ans qu'il n'y a pas eu de grève, et nous sommes décidés à aller jusqu'au bout pour gagner, disait-on au piquet de grève.

Correspondant LO

• CHU de Rouen

La direction a reculé

Dans le but de réaliser des économies de personnel, la direction du CHU Charles-Nicolle de Rouen s'était mis en tête de réorganiser le travail des ASH (agents des services hospitaliers). Mais quand les femmes concernées ont appris que dans ce projet elles ne dépendraient plus d'un service, comme les aides-soignantes et les infirmières, mais qu'elles pourraient travailler dans n'importe quel service d'un bâtiment entier, elles ont réagi.

Passer d'un service de soins à un autre, d'un jour à l'autre, sans avoir eu le temps de connaître les problèmes propres à chaque service, cela veut dire ne pas connaître les malades, leurs besoins, leurs difficultés,

leurs habitudes. Or les ASH ne sont pas des machines à faire le ménage, mais elles savent que leurs relations avec les malades sont importantes pour ceux-ci.

Elles ont donc dit non à la décision de la direction et ont envahi le Comité technique d'établissement. Puis, la direction ayant annoncé qu'elle maintenait son projet, elles ont décidé de faire grève jeudi 26 mai.

Devant leur détermination, la direction a dû reconnaître que les ASH sont des soignantes, au même titre que les aides-soignantes, et remballer son projet qu'elle aurait mieux fait de ne jamais sortir.

Correspondant LO

• Technocentre Renault – Guyancourt (Yvelines)

Suicide d'un salarié

La « faute inexcusable » de Renault

La cour d'appel de Versailles a récemment condamné l'entreprise Renault pour faute inexcusable à l'égard d'un de ses salariés, un ingénieur de 39 ans qui avait mis fin à ses jours en octobre 2006, en se jetant du cinquième étage d'un bâtiment du Technocentre de Guyancourt.

Condamné une première fois en 2009, Renault avait fait appel, faisant ainsi preuve d'une absence totale de compassion pour la victime et ses proches. Mais surtout, en rejetant l'accusation, les dirigeants tenaient à nier qu'ils placent

les salariés dans une situation intenable, en exerçant sur eux directement et insidieusement des pressions qui en conduisent beaucoup à un stade douloureux de stress et, pour quelques-uns, au suicide.

Depuis plusieurs années, la direction fait mine de se soucier du problème et communique en interne sur le sujet. Une « journée de l'éthique » a ainsi été inventée, dans le but affiché de resserrer les liens entre les salariés et la hiérarchie. Des commissions paritaires ont eu lieu sur le thème du bien-être au travail. Le tout sans résultat, puisqu'il ne s'agit que de communication.

Dans le même temps, en revanche, on voyait les effectifs fondre – bien réellement, cette fois. Entre les plans de départs au volontariat, sans remplacement, et la mise en fin de contrat de nombreux prestataires, près de 2 000 salariés ont disparu des effectifs. Quant

aux quelque 460 embauches promises au Technocentre, après les départs que Renault organise dans le cadre de son plan GPEC (gestion prévisionnelle des emplois et des compétences), elles resteront loin du compte.

Pour le groupe, les travailleurs sont une source de profit, dans les usines comme dans les bureaux d'étude. Et en tant que tels, ils doivent être en permanence surengagés, assurer une productivité maximum. On leur fixe

des objectifs surhumains, bien sûr sans les moyens pour les atteindre, et lorsque certains craquent, dans l'épuisement général, les dirigeants s'en lavent les mains et invoquent la fatalité.

Outre la satisfaction morale que ressentent les salariés de voir cette fois Renault condamné, on ne peut que souscrire aux propos de la veuve du collègue décédé, qui a dit considérer le jugement comme « un avertissement à toutes ces entreprises qui mettent en place ce type de système qui épuise les salariés et les tue à petit feu ».

Correspondant LO



• Aide à domicile dans l'Aube

Associations liquidées

= emplois supprimés

= familles abandonnées



Dans l'Aube, la fédération de l'ADMR (Association départementale d'aide à domicile en milieu rural) a annoncé, début mai la liquidation de 17 des 33 associations d'aide à domicile en milieu rural des personnes âgées, des familles et des handicapés. Les associations rescapées reprendraient tous les secteurs du département concernés par ces disparitions.

Cela se traduirait par le licenciement de 264 salariées sur les 740, sans aucun engagement vis-à-vis des salariées, et une sorte de promesse que les personnes dépendantes et les familles continueront à être prises en charge pendant la restructuration, sauf pour les bénéficiaires de prestations dites « de confort ». Tout cela se déroule en dehors du cadre juridique d'un plan de sauvegarde de l'emploi, bien que les 33 associations soient regroupées dans une Unité économique et sociale.

C'est Clymats d'Entreprises, une association lyonnaise spécialisée dans le conseil auprès des associations, qui a été chargée depuis plusieurs mois par la

direction de l'ADMR de l'Aube de ce grand n'importe quoi.

Pour se justifier, celle-ci annonce un nouveau déficit en 2010, cette fois de un million d'euros. Elle explique que le plan Borloo a supprimé des exonérations de charges pour les associations, ce qui a augmenté de 12% le coût du service. De plus, le Conseil général de l'Aube, qui attribue l'APA, l'allocation personnalisée d'autonomie, n'a pas revalorisé le tarif horaire depuis trois ans, qui est devenu inférieur au coût réel des heures effectuées.

L'ADMR n'est pas en reste, avec sa directrice qui stigmatise les syndicats qui refusent de revoir à la baisse la convention prévoyant notamment de rembourser aux salariés les frais des kilomètres parcourus entre le domicile et le lieu de travail, estimant sans doute qu'un salaire mensuel de 700 euros par mois est encore excessif! La direction a même osé mettre en garde les bénéficiaires « contre les risques du travail au noir », précisant que « l'ADMR a pour objectif de vous protéger, notamment, de la maltraitance, de la non-interruption du service »!

Les aides-ménagères et les

travailleuses d'intervention sociale et familiale, pour la plupart à temps partiel, sont révoltées et se sont retrouvées le lundi 23 mai à La Chapelle-Saint-Luc, devant le siège de la fédération ADMR afin de se faire entendre, pendant que le tribunal de grande instance de Troyes statuait à huis clos, association par association.

Le lundi suivant, le 30 mai, le tribunal de grande instance mettait en redressement judiciaire quinze associations. Ce jour-là, une manifestation à l'appel de FO, de la CGT et de la CFDT rassemblait, à Troyes cette fois, plus d'une centaine de grévistes criant « L'aide à domicile, c'est utile, non aux licenciements » ou « Les ADMR sont en colère ». Le rendez-vous avec le président du Conseil général de l'Aube n'ayant rien donné de satisfaisant, tout le monde s'est quitté en se donnant des rendez-vous pour la suite.

Chacune des 33 associations doit élire deux délégués, qui se réuniront à Troyes et prépareront la suite de la mobilisation avec notamment pétition, grève et manifestation.

Correspondant LO

• Saint-Alban (Haute-Garonne)

De l'amiante à ciel ouvert en banlieue toulousaine !

Il aura fallu que cinq des quatorze travailleurs de l'entreprise de démolition Gerlero fassent valoir leur droit de retrait jeudi 26 mai, et alertent le syndicat CGT de la construction, pour qu'on apprenne que 400 à 500 tonnes de déchets amiantés sont stockés à ciel ouvert, dans une zone habitée à quelques kilomètres du centre-ville de Toulouse.

L'entreprise Gerlero et fils se trouve en effet dans une zone industrielle à proximité de deux hypermarchés, voisine d'habitations et d'une crèche désaffectée mais qui il y a peu fonctionnait encore!

Et pourtant cela fait des mois que le médecin du travail comme la société de certification avaient signifié au patron « l'état de dégradation avancée » des sacs de déchets posés en plein air à même le sol, comme le « danger grave et imminent pour les salariés et pour les riverains et commerces tout autour en fonction des vents dominants », qui sont fréquents et soutenus dans la région.

Le témoignage de travailleurs qui ont osé parler permet

aussi d'entrevoir des pratiques d'enfouissement sauvage de déchets amiantés, dans plusieurs sites de la région, sur ordre de la direction.

Que ce soit au niveau local, régional ou national, personne ne peut plus faire semblant d'ignorer les risques mortels que l'amiante (dégradé qui plus est) fait courir aux travailleurs qui le manipulent sans protection adaptée ainsi qu'à tous ceux qui respirent ses particules dans l'air.

Des travailleurs ont été suffisamment nombreux à le payer de leur vie depuis le début du 20ème siècle. Ceux de Gerlero ont mille fois raison de ne pas vouloir y laisser leur peau, ni celle des autres, et sans doute aussi leur emploi.

Que le patron justifie son indifférence criminelle par des difficultés financières depuis 2008 est évidemment révélateur de ce que ce système, mû par le seul appât du gain, peut engendrer comme comportements, dans lesquels la vie humaine compte pour du beurre.

Correspondant LO



• Espagne

Le mouvement du 15 mai à un tournant

Tout au long de la semaine du 22 au 29 mai, les campements installés sur les places centrales des grandes villes d'Espagne ont continué. Et ils devraient continuer au moins dans les jours à venir.

Mais, après deux semaines, le nombre d'occupants s'est un peu réduit et, depuis une semaine, les assemblées discutent de mettre en place des comités de quartier et d'abandonner l'occupation des places publiques. La popularité du mouvement a fait que les jeunes qui se sont rendus dans des quartiers de diverses villes ont été accueillis avec enthousiasme. Cela a suscité la constitution d'assemblées locales informelles, mais où les gens discutaient de la situation et de l'avenir.

Les autorités restent pour l'instant prudentes et laissent faire. Les réactions hostiles à l'intervention de la police à Barcelone, le vendredi 27 mai, ont incontestablement incité le gouvernement socialiste et les

dirigeants de droite des villes ou des régions à ne pas trop brusquer les choses. Ainsi la mairie de Malaga, qui devait faire défiler des fanfares militaires devant l'hôtel de ville le dimanche 29 mai, à l'occasion du « jour des forces militaires », en présence du roi Juan Carlos, a décidé de ne pas toucher au campement des « indignés » qui campent justement sur la place de l'hôtel de ville, avec évidemment une multitude de slogans pacifistes. Les fanfares ont défilé finalement devant les arènes de la ville.

Cela dit, la droite piaffe d'impatience et déclare que l'on ne peut pas tolérer indéfiniment ces « foyers d'insalubrité ».

Parallèlement, les représentants du mouvement estiment que la forme du campement ne pourra pas durer longtemps. Et ce, d'autant plus que la perspective amorcée est d'aller constituer des comités de quartier, partout où des participants du mouvement s'en chargent. Ces comités de quartier décident de leurs revendications et de leurs initiatives. Cela a commencé à se faire

à Madrid, Barcelone, Séville.

Tout dépendra donc, dans les jours qui viennent, de la mobilisation de ceux qui s'associent à ces comités, des revendications qu'ils mettront en avant et de leur volonté de se tourner vers les travailleurs et de les entraîner dans la lutte.

Jusqu'à présent le mouvement exprime combien la jeunesse en a assez du chômage, de la précarité, de la dégradation des conditions de vie, de l'augmentation des prix, des bas salaires et de la misère dans laquelle vivent des millions de familles. Il traduit une contestation générale face à la situation et trouve une solidarité dans les classes populaires.

Pour le moment le mouvement cherche sa voie. Ceux qui l'animent disent que pour maintenir l'unité, il faut rejeter la politique des politiciens, mais aussi les références à des partis. Leur mot d'ordre de référence est « *Démocratie réelle, tout de suite* ». La plate-forme élaborée contient la revendication d'une réforme électorale instaurant une représentation proportionnelle dans les institutions et le recours à des référendums populaires pour les problèmes importants. Quatre autres grandes revendications concernent notamment le chômage et les maux liés au fonctionnement du système bancaire. Il semble

maintenant que les dirigeants de fait du mouvement s'orientent vers une simplification de la plate-forme, qui consisterait à gommer des questions comme le chômage, les bas salaires et diverses revendications du monde du travail, qui sont au cœur des problèmes de la société. Au nom de l'apolitisme et de l'unité, certains des responsables du mouvement voudraient sans doute mettre de côté les intérêts économiques et politiques de la jeunesse et des travailleurs. Mais il n'est pas dit que cela les empêche de les mettre en avant dans le mouvement et dans les luttes sociales et politiques à venir.

Jacques MULLER



À Séville.

Une bouffée d'air et une effervescence communicative

Un des aspects des campements est l'effort fait pour que rien ne puisse laisser penser qu'il s'agit de jeunes en goguette ou ivres : nettoyage deux fois par jour, interdiction de l'alcool, structures décorées et slogans qui marquent la volonté de donner une autre image de la jeunesse que celle qui existait jusqu'ici.

Un des slogans populaire est « *No es botellón, es la Solución* » (Ce n'est pas une beuverie, c'est la Solution). Cet aspect du mouvement du 15-mai a contribué à ce que les *indignados* gagnent la sympathie de militants syndicalistes, de travailleurs et de familles qui viennent assister aux assemblées. La volonté de s'opposer aux partis politiques, le pacifisme affiché est partout présent.

Et ce alors que les slogans des manifestations sont sans tendresse pour les banquiers et les politiciens, vertement vilipendés.

A propos des banques, par exemple, lors de la manifestation du dimanche 29 mai à Séville, qui a regroupé 20000 personnes, des groupes de participants

s'arrêtaient devant chaque agence de banque (et elles sont nombreuses dans le centre-ville) pour crier en les montrant du doigt :

« *Encore une caverne d'Ali Baba, allons chercher les 40 voleurs.* » Parfois des groupes entraient dans certaines agences en levant les mains et en criant : « *C'est une*

attaque, c'est nous qui sommes volés. » Et l'un des slogans les plus populaires est : « *Ce n'est pas une crise, c'est un vol.* »

Les politiciens sont traités de voleurs sous la forme d'un slogan repris partout : « *Il n'y a pas assez de pain pour autant de chorizos* » (le mot *chorizo* signifiant « voleur » en argot). Un slogan sur la démocratie dit : « *Ce n'est pas la démocratie, c'est Botin* », Botin étant un banquier reçu par les différents gouvernements, et notamment le gouvernement socialiste.

Tous ces slogans, repris par des milliers de jeunes, étudiants, chômeurs, avec des gens sur les trottoirs qui applaudissent ou sourient, contribuent à alimenter les discussions dans les rues, les bars et les boutiques et redonnent le moral à bien des militants.

C'est cela la richesse de ce mouvement jeune et effervescent, qui redonne moral à tous ceux qui pensent que les conséquences de la crise pour les classes populaires ne sont pas une fatalité

J. M.



À Madrid.

• Pour les CRS de Barcelone

Un coup raté

Le maire de droite de Barcelone, élu le 22 mai, et le gouvernement de la Généralité avaient décidé de vider la place de Catalogne pour, disaient-ils, éviter les incidents avec les supporters du club de football F C Barcelone.

Vendredi 27 mai, 500 *mosos d'esquadra* (les CRS catalans) ont donc attaqué les « indignés » qui occupaient leur campement, renversant

les tentes, s'emparant des ordinateurs portables et tabassant tous ceux qui étaient là. Mais très rapidement plusieurs milliers de personnes ont rejoint la place, prévenues par les réseaux sociaux qui envoyaient des images des charges de la police.

Les *mossos* se sont alors retrouvés coincés entre ceux qui arrivaient et les 350 derniers qui occupaient la place. Ils ont chargé, tiré des balles

de caoutchouc en l'air et fait une centaine de blessés. Tout cela était suivi quasiment en direct dans les campements des « indignés » des autres villes. Si bien que, ce jour-là, non seulement les manifestations de protestation se sont multipliées, mais il n'était plus question pour personne de lever un seul campement, « *au moment où les camarades de Barcelone se faisaient tabasser* ».

Au sommaire de **LUTTE DE CLASSE N° 136** (mai-juin 2011)

• France

Dérisoires rivalités électorales sur fond de crise

• Côte d'Ivoire

Par la grâce de l'impérialisme français, le clan Ouattara s'installe au pouvoir

• Haïti

Après l'élection présidentielle

• Guinée

Une présidentielle ne fait pas la démocratie

• Il y a 140 ans

Avec la Commune de Paris, les ouvriers parisiens inventaient la première forme concrète de pouvoir ouvrier

Prix : 2 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,58 euro